

La CEPALC

dans son contexte historique

Tulio Halperin

Au cours de cette conférence, il sera d'abord fait un bref rappel des aspects de la situation coloniale de l'Amérique latine, qui conditionnèrent l'évolution économique et sociale de la région au XIXe et au début du XXe siècle. Le cas argentin, dans le cadre des événements de l'entre-deux-guerres, y sera ensuite traité avec une attention particulière, pour être la source de la formation et de l'expérience de Raúl Prebisch qui, 30 ans plus tard, marquera la CEPALC de son sceau. Les contributions de la CEPALC au débat sur le développement latino-américain, et l'évolution des pays qui appliquèrent certains de ses préceptes, y seront abordées, ainsi que les circonstances externes et internes qui, depuis le milieu des années 1970, ont bouleversé l'environnement dans lequel s'appliquaient les politiques de développement. Enfin, seront évoqués les changements les plus récents dans la situation économique mondiale et la permanence du rôle de la CEPALC dans la défense des idées de liberté, bien-être et tolérance, essence de la civilisation moderne.

Tulio Halperin

Professeur émérite,

Département d'histoire,

Université de Californie, Berkeley

◆ halperint@berkeley.edu

Dès l'annonce du projet de la CEPALC de m'inviter à délivrer une conférence dans le cadre de la Septième chaire Prebisch, je commençai à me demander comment je pourrais éviter de décevoir irrémédiablement ceux qui avaient décidé de me conférer ce formidable honneur. Je supposais qu'ayant souhaité voir un historien occuper cette chaire, la CEPALC attendait de sa part quelque chose qui sortirait des sentiers battus. Je ne pouvais donc pas m'inspirer des contributions de ceux qui m'avaient précédé en ce lieu prestigieux; de ceux qui, de Celso Furtado à Fernando Henrique Cardoso, exercèrent un poids souvent décisif sur l'étape latino-américaine dans laquelle s'inscrit la trajectoire de la CEPALC, ni me tourner vers Joseph Stiglitz et Dani Rodrik, tous deux éminents économistes, ayant donc toute autorité pour intervenir dans des débats où la prudence me recommande de m'abstenir de m'aventurer. Privé de ces sources, j'ai suivi la piste tracée par José Luis Machinea qui, dans sa lettre d'invitation, exprimait l'espoir que ma présentation concoure à "la compréhension des tendances de longue haleine et de l'évolution des phénomènes de société, qui constituent les ciments du fonctionnement des pays de la région". C'est donc ce défi que je me propose de relever ici.

La première réflexion qui s'impose quand on adopte cette perspective est que le projet de la CEPALC tente d'articuler une réponse adéquate à l'étape latino-américaine au cours de laquelle il vit le jour, une question vieille de deux siècles déjà et qui, à l'origine, cherchait à trouver la clé de ce qu'on nommait alors le retard des contrées du Nouveau Monde conquises par la Castille et le Portugal et intégrées à leurs empires d'outremer; la réponse allait s'inspirer d'une science nouvelle qui, abandonnant les perspectives transcendantales qui avait fait de la métaphysique à la fois la base et la cime de l'encyclopédie du savoir, se tournait vers ce que le langage aristotélicien — déjà considéré comme dépassé à l'époque — désignait comme le monde sublunaire, dans l'espoir qu'une connaissance plus précise de cette sphère mondaine révélerait comment y introduire des modifications qui rendraient moins pénible l'existence des sociétés humaines. C'est sous cette inspiration radicalement renouvelée que naquit au XVIIIe siècle l'économie politique qui, depuis ses

premières formulations systématiques dans l'œuvre d'Adam Smith, prit son essor pour occuper un lieu de plus en plus central dans l'encyclopédie des savoirs modernes. Mais déjà, avant qu'en 1776 ne voie le jour l'œuvre que Smith consacra à la recherche de la nature et des causes de la richesse des nations, les problèmes auxquels se confrontaient dans ce domaine les empires d'outremer d'Espagne et du Portugal avaient commencé d'être abordés dans l'esprit des temps nouveaux par ceux qui étaient chargés de les administrer et qui se rendaient compte que les pratiques qui leur avaient permis de traverser presque sans dommage plus de deux siècles — au cours desquels des rivaux chaque fois plus formidables n'avaient cessé de faire irruption d'abord sur la scène européenne, puis avec de plus en plus d'insistance au-delà des mers — étaient en train de perdre à une vitesse vertigineuse leur efficacité d'antan.

C'est précisément la conscience de la fragilité croissante des empires ibériques qui poussa leurs administrateurs à s'ouvrir à de nouvelles perspectives qu'allait systématiser l'économie politique, espérant qu'elle leur fournirait l'inspiration pour mûrir des stratégies capables de remplacer avantageusement celles qui se révélaient de plus en plus insuffisantes. Lorsqu'on observe rétrospectivement la relation que les dirigeants des deux appareils impériaux établirent avec cette discipline alors naissante, on peut déjà y distinguer les traits qui allaient définir la relation que la CEPALC allait établir avec elle au XXe siècle; et il est facile aussi de reconnaître derrière ces traits communs la gravitation du lieu périphérique d'où tant de dirigeants d'empires, à l'instar de la CEPALC, contemplaient le système économique dont la nouvelle discipline cherchait à démêler les normes de fonctionnement.

En effet, alors que du centre de ce système naissant, la construction théorique d'Adam Smith pouvait être reconnue à la fois comme une plaidoirie faite au nom du *country party* contre les privilèges et les monopoles mercantiles dérivés de la faveur royale que défendait le *court party*, parce qu'en ce centre s'était déjà installée une société qui se découvrait capable de trouver toute seule le chemin de la prospérité, le profil des sociétés nées de la conquête ibérique du Nouveau monde n'aurait pas pu être si différent; et ceux qui, depuis Madrid ou Lisbonne, administraient des empires s'étendant sur trois continents et connaissaient des difficultés croissantes pour en obtenir les ressources dont ils avaient besoin pour survivre aux attaques de ces rivaux de plus en plus redoutables, cherchaient

□ Cette conférence magistrale a été dispensée à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Santiago du Chili, 16 août 2007), dans le cadre de la Septième chaire Raúl Prebisch.

dans l'économie politique des enseignements utiles pour réussir à implanter, dans ces colonies, des sociétés dotées d'une vigueur comparable à celle qui se reflétait dans l'écrasante supériorité économique et technique —et partant, militaire— de ces mêmes rivaux.

Ce projet ambitieux ne fut mis en œuvre que partiellement, et de façon trop incomplète pour parvenir à protéger les empires ibériques d'une menace extérieure qui, fortement accrue pendant le nouveau cycle belliqueux inauguré par la Révolution française, allait provoquer leur irrémédiable effondrement. Mais le projet de réformes laissait en héritage un programme que les États surgis des cendres des deux empires allaient faire leur; l'ambition était alors de s'organiser sur le modèle de l'État national dont les progrès sur le Vieux Continent —progrès que les vainqueurs de Napoléon avaient espéré arrêter définitivement en 1815—, allaient couvrir à partir de ce moment tout un siècle d'histoire européenne, histoire qui leur révélait à quel point il était encore urgent de donner aux sociétés fragmentées par la Conquête et la Colonie, la cohérence qui leur permettrait d'offrir la base humaine pour la nationalité dont chacun des États aspirait à se doter dans l'expression politique. Bien que l'objectif fut alors distinct, les États naissants reconnaissaient eux aussi, parmi leurs tâches les plus urgentes, celle de promouvoir une transformation radicale du profil de société qui avait mûri au cours de l'étape antérieure, visant à le rapprocher de celui des nations situées en tête d'un mouvement transformateur qui, parti du front atlantique de l'Europe, paraissait ne devoir s'arrêter qu'après avoir couvert la planète entière.

Si dans tous les territoires arrachés aux empires ibériques, les États qui leur succédèrent assumèrent cette tâche avec conviction, nulle part ailleurs qu'en Argentine ce projet ne fut plus ambitieux. L'appel à "tous les hommes du monde qui souhaitent habiter sur le sol argentin" inclus dans le préambule du texte fondateur qui, en 1853, marqua l'entrée du pays dans l'ère constitutionnelle, les invitait à se joindre à la construction, dans les immensités désertiques de la pampa, d'une société radicalement nouvelle moyennant des ressources matérielles et humaines importées l'une et l'autre d'outremer. Indubitablement, ceux qui conduisaient ce vertigineux processus de changement professaient une foi solide dans les principes de la discipline éprouvée qu'était déjà à l'époque l'économie politique, qui pourtant limitait sévèrement le rôle de l'État dans ce domaine; cela n'empêcha pas que l'État qu'ils organisèrent et administrèrent trouve des moyens d'avoir un poids décisif sur la dimension économique

de la vaste transformation qu'ils avaient entreprise, avec un tel succès qu'à l'aube du nouveau siècle, alors que le raz-de-marée migratoire presque sans précédent dans le monde n'avait pas encore atteint son apogée, il était déjà possible de distinguer l'ébauche du profil de la nation moderne qu'un demi-siècle auparavant l'Argentine avait décidé qu'elle serait.

Il serait bon de nous arrêter un moment sur ce point de l'exploration inévitablement lapidaire de la préhistoire de la CEPALC, car ce contexte, si différent de celui qui allait entourer la création de cet organisme des Nations unies, marquerait à tel point celui qui, le premier, avait défini le programme au service duquel il allait se mettre, Raúl Prebisch qui —alors à peine sorti de l'adolescence— avait été capable de définir avec une précision insolite la place qu'il était décidé à conquérir dans le monde; on pouvait déjà y reconnaître celui qui, un quart de siècle plus tard, après avoir été dépouillé du statut qu'il était parvenu à occuper dans son pays natal, allait définir d'une manière non moins précise le programme de l'institution qu'il se préparait à diriger.

Le contexte dans lequel Prebisch commença sa carrière publique n'était pas seulement marqué par la réussite extraordinaire de la colossale expérience d'ingénierie sociale dans laquelle son pays s'était embarqué au milieu du siècle précédent. Pesait également l'esprit avec lequel les problèmes étaient abordés, aussi bien dans le Vieux que dans le Nouveau Monde, en ce moment fugace où, à peine terminées les hécatombes de la Première Guerre mondiale, ces deux mondes vivaient dans la trompeuse certitude que s'ouvrait pour eux une étape de profondes transformations sociales et politiques qui promettait de réorganiser sur des bases plus justes les relations entre les hommes et entre les nations. Corollaire de cette vision du moment que vivait l'humanité était la conviction que la jeunesse, mieux préparée que les générations formées dans le monde disparu de l'avant-guerre, était destinée à jouer un rôle de premier plan qui n'avait jamais été le sien jusqu'alors.

Prebisch allait s'appuyer sur ces convictions largement partagées pour se tracer un programme de vie et d'action des plus ambitieux. Membre de l'une des premières promotions formées à la faculté des sciences économiques créée par l'Université de Buenos Aires en 1913, participant du mouvement qui conquiert le droit pour les étudiants d'avoir des représentants au sein du gouvernement des universités argentines, à peine sorti de l'adolescence, il était déjà le leader reconnu d'une promotion universitaire qu'il incita à se mettre

au service d'une transformation profonde de l'ordre socioéconomique argentin, dont les rouages centraux seraient la réforme agraire et la réforme fiscale, cette dernière devant éliminer les tendances régressives du régime des impôts en vigueur.

Si ces objectifs n'étaient pas particulièrement novateurs (c'est ainsi que, par exemple, non seulement les dirigeants politiques mais aussi —et contre toute attente— les représentants des intérêts corporatifs des propriétaires terriens, regroupés dans la *Sociedad Rural Argentina* (Société rurale argentine), dénonçaient depuis plusieurs décennies les méfaits du latifundio, la stratégie que Prebisch proposait à ses camarades pour mener à bien ce programme, sortait des sentiers battus. Il les exhortait en effet à “trouver dans les organismes de l'État ou d'autres institutions” autant d'observatoires d'où ils pourraient obtenir une image précise du fonctionnement du système économique qu'ils aspiraient à modifier. Plus d'un demi-siècle plus tard, Eduardo Malaccorto qui allait devenir l'un des collaborateurs les plus diligents de Prebisch dans l'étape argentine de sa carrière, rapportera comment, suivant la consigne de celui qui “à vingt-deux ans, était déjà un révolutionnaire”, “chacun d'entre nous chercha à entrer dans un secteur de la vie nationale où il allait pouvoir faire mûrir ses propres idées et perfectionner ses connaissances”¹.

Personne n'allait le faire avec plus de succès que Prebisch lui-même. Ses contributions précoces à l'introduction des méthodes statistiques dans l'analyse de l'économie avaient déjà attiré l'attention du professeur Alejandro Bunge qui, en 1916, dans *Riqueza y renta de la Argentina*, avait introduit une rigueur nouvelle dans un champ jusque-là dominé par l'amateurisme; en 1922 la *Sociedad Rural Argentina* l'avait placé à la tête du Bureau des statistiques récemment créé, et l'année suivante, le ministre des Finances, Rafael Herrera Vegas, désireux d'introduire en Argentine l'impôt sur le revenu —projet très controversé par ceux qui alléguaient qu'il était impossible de l'appliquer dans des pays dont l'économie reposait sur l'agriculture et l'élevage—, lui demanda de se rendre en Australie et en Nouvelle-Zélande pour étudier comment ces deux pays avec un profil économique similaire à l'Argentine, avaient réussi à mettre en place ce type d'impôt. Herrera Vegas ayant été remplacé au ministère, son successeur mit prématurément fin à la mission de Prebisch, ce qui n'empêcha cependant

pas ce dernier, non seulement de terminer la tâche qui lui avait été confiée, mais aussi de se familiariser avec les organismes chargés des statistiques publiques dans ces deux domaines britanniques, pionniers dans l'utilisation de “machines statistiques” qui étaient en train de révolutionner les méthodes de travail dans cette discipline, et en outre —piqué par son intérêt pour le problème de la terre en Argentine— d'explorer *in situ* les effets du plan de colonisation rurale dans la province australienne de Nouvelle-Galles du Sud. À son retour, Tomás Le Breton, avec lequel il était en contact depuis son passage par la *Sociedad Rural* et qui —ministre de l'agriculture récemment nommé— avait le projet de mettre en œuvre un ambitieux plan de réforme agraire, l'appela à ses côtés pour collaborer à la préparation de ce projet qui, bien entendu, n'arriva jamais au Parlement.

Dans les années qui suivirent, Raúl Prebisch, qui jouait alors un rôle déterminant dans l'action de l'État en matière de statistiques, d'abord comme vice-directeur de la Direction des statistiques de la nation, puis en tant qu'organisateur et premier directeur du Bureau de recherches économiques créé au sein de la Banque de la Nation argentine sur le modèle du système de la Réserve fédérale des États-Unis, se distingua aussi comme conseiller principal de la *Sociedad Rural Argentina*, position d'où il contribua plus que quiconque à articuler les propositions de la plus grande organisation de la classe des propriétaires terriens face à la situation chaque jour plus critique de l'économie pastorale.

Ce bref résumé fait état, à première vue, d'un brillant début de carrière, mais il ne l'est pas autant que cela si on le met en regard des objectifs que Prebisch s'était fixés. Quelle était à ce moment initial sa vision du monde qu'il aspirait à transformer, et que lui disait-elle du lieu d'où il lui serait possible d'avoir une influence sur cette transformation? Il n'avait pas encore vingt ans quand, répondant à un interview de la *Revista de Ciencias Económicas* sur la question sociale, il situait le nœud du problème dans le désajustement existant entre une structure économique constamment transformée par “l'avancement des méthodes productives dû au progrès techniques”, et suivie seulement à distance par “un changement parallèle dans la superstructure sociale qui régissait les relations antérieures entre ceux qui produisent et ceux qui dirigent la production”. Si sur ce point précis il reconnaissait sa dette envers Marx, il avait très tôt déclaré qu'il n'était pas disposé à le suivre quand il faisait de la lutte des classes le moteur central et

¹ Entretien avec Ernesto Malaccorto, 1971; (Halperin Donghi, 2004, p. 469 - 471).

exclusif “de l’histoire de l’humanité”; Prebisch trouvait “plus logique” le raisonnement du socialiste Filippo Turati “qui mettait dans certains cas, ‘la coopération des classes’ avant la lutte des classes”.

C’est l’existence même de cette alternative —concluait-il— qui rend possible une solution non révolutionnaire à la question sociale, moyennant “la création de nouvelles modalités, la réforme des institutions en place, en profitant de ce qu’elles ont de bon”. De cette prémisse, Prebisch déduira une conclusion non implicite, mais pour lui tellement évidente qu’il croit suffisant de la mentionner dans une parenthèse, comme ça, en passant: “L’évolution sociale —ajoute-t-il— est irrépressible; il est inutile de vouloir l’endiguer; il est logique de tenter de guider son cours (et ceci est la tâche des gouvernements)”². Il n’est pas surprenant que cette conclusion lui paraisse l’évidence même, dans un pays qui vient à peine de sortir de l’étape où l’État avait assumé la double tâche de s’organiser lui-même et de forger une société nouvelle; il n’est donc pas irraisonnable de penser qu’à l’entité qui a été le démiurge de cette société, il ne sera pas refusé le droit d’assumer un rôle finalement bien modeste d’arbitre de dernière instance dans les conflits qui pourraient diviser sa créature.

Dans cette vision implicite du contexte sur lequel Prebisch aspirait à exercer une influence reposait —certainement sans que lui-même n’en soit conscient— sa confiance dans le fait qu’il pourrait le faire avec succès depuis les positions de plus en plus influentes que ses talents et ses efforts lui permettraient de conquérir au cours des années 1920, mais l’expérience allait se clôturer sur un bilan des plus négatifs: aucun des projets de réforme qu’il avait contribué à articuler, ni même celui pour lequel il s’était gagné l’adhésion du secteur le plus puissant de la classe des propriétaires terriens, n’avait ni fait mine de se concrétiser. Le lien avec ce secteur avait été établi lors de sa première incursion dans la sphère publique, qui —comme tant d’autres choses dans sa carrière— ne pouvait avoir été plus précoce: il remontait en effet à 1922, au moment de son intervention dans le conflit qui divisait les grands éleveurs de la pampa, et déjà à cette époque, sa relation avec ce secteur fut celle de quelqu’un qui prend en mains l’élaboration d’un programme que ledit secteur n’aurait pas manqué d’adopter s’il avait été doté de la maturité nécessaire. Prebisch ne fit aucun effort alors pour cacher son opinion sur une

classe de propriétaires terriens qu’il décrit comme une “aristocratie d’étable”, dotée seulement d’un “instinct de classe incohérent, désorienté et négatif la plupart du temps”, incapable par conséquent de lui inspirer la “claire conscience de ses intérêts économiques” qui aurait dicté à ses membres de “faire groupe pour organiser la vente [des produits] de leurs haciendas” comme le faisait avec succès leurs concurrents des États-Unis et des possessions britanniques.

C’était ce genre de carences qui obligeaient l’État à intervenir dans les conflits qui opposaient des secteurs de cette classe et les entreprises frigorifiques qui régnaient sur le commerce des exportations. De l’avis de Prebisch, il ne devait pas le faire en créant, avec les deniers publics, un mécanisme de commercialisation alternatif à celui que dominaient les entreprises frigorifiques et maritimes, tel que le proposaient ceux qui s’en disaient les victimes, mais en palliant les insuffisances d’une classe qui ne savait pas comment défendre ses propres intérêts, en établissant un contrôle permanent de la comptabilité de ces mêmes entreprises, fournissant l’information nécessaire pour imposer, en pleine connaissance de cause, “un prix minimum élastique” pour la viande d’exportation, prix qui, ajusté chaque fois que le rendraient nécessaire les fluctuations de la demande de l’étranger, éliminerait tant les surprofits des acheteurs que ceux qui pourraient dériver pour les producteurs d’un prix minimum trop élevé, qui risquait d’avoir une incidence négative sur le volume de la demande. Certes, Prebisch n’ignorait pas le fait que, pour que l’État puisse tenir dignement ce rôle, étaient nécessaires “une grande moralité administrative des fonctionnaires à qui l’on confierait le contrôle de l’industrie [...] et une capacité technique quelque peu étrangère à notre bureaucratie, dans la formation de laquelle sont intervenus les appétits de la politique créole avant la sélection des éléments les plus qualifiés”³.

La première étape de la construction du projet que Prebisch avait fait sien, et celui de la génération dont il était le chef de file, impliquait impérativement la création d’une technobureaucratie capable de doter l’appareil d’État des compétences nécessaires pour intervenir efficacement sur le terrain économique. Était-ce seulement les lacunes de certains des sujets collectifs qui s’affrontaient dans l’arène économique et sociale qui rendaient nécessaire l’incursion de l’État sur ce terrain? En examinant l’ensemble des projets

² Fondation Raúl Prebisch (1991, vol. I, p. 11 et 12).

³ Fondation Raúl Prebisch (1991, vol. I, p. 349).

dans lesquels Prebisch s'est engagé, on remarque qu'ils comportaient l'idée d'assigner aussi à l'action de l'État un objet plus ambitieux, celui de servir des objectifs que partagerait la société dans son ensemble. Cette approche est déjà présente dans sa proposition pour résoudre le conflit des éleveurs: non seulement éliminer les obstacles qui empêchent que la rémunération des différents facteurs de production soit proportionnelle à leur contribution au processus productif, mais aussi aspirer à assurer que ce secteur de l'économie nationale atteigne le niveau de développement le plus élevé que la conjoncture économique l'autorise; cette idée sera encore davantage mise en avant dans le projet de loi de colonisation agraire, qui se propose d'introduire la transformation radicale dans la structure socioéconomique des bassins céréaliers de la pampa, que défendait depuis plusieurs décennies tout un courant critique vis-à-vis d'une société qui y était attaché depuis le demi-siècle révolu d'expansion agricole fébrile vers des terres nouvelles.

En fixant les objectifs socioéconomiques des projets qu'ils promeuvent, Prebisch et le groupe qui l'entoure n'ont nulle velléité d'originalité; bien au contraire, ce qu'ils visent c'est doter l'État et les acteurs collectifs en joute dans l'arène économique et sociale, de la compétence nécessaire pour concrétiser les aspirations autour desquelles règne en Argentine le consensus le plus large. Ils n'ont pas non plus l'ambition de révolutionner le domaine de la théorie économique; ici encore Malaccorto, dans son témoignage, se fait incontestablement l'écho des positions des membres de ce groupe quand il rapporte que, lors de leur passage par la faculté des sciences économiques, ils avaient adhéré aux "théories économiques que l'on *pouvait* trouver dans n'importe quel livre: de Marshall, Pantaleoni, Barone ou des disciples de Pareto". Le choix de se référer à cet éventail d'économistes, exposants d'un savoir à tel point unifié en théorie et méthode que peu importait vers lequel on se tournait, est celui qu'on pouvait attendre de ceux qui avaient besoin de croire que l'un ou l'autre, indistinctement, pouvait apporter les critères complètement fiables qui leur permettraient d'avoir une influence positive sur la sphère économique et sociale, ce qu'ils n'auraient pas pu obtenir d'une discipline au sein de laquelle l'antagonisme persistant entre doctrines rivales n'aurait pas été dépassé depuis longtemps. Qui plus est, le rôle qu'ils avaient assigné à la théorie économique comme source de légitimation des projets éminemment pratiques qu'ils voulaient mettre en œuvre, était totalement incompatible avec tout éloignement par rapport aux notions sur

cette même théorie reçues au cours de leurs années de formation. De fait, ils continueront de résister à cette distanciation au cours de la décennie suivante, en dépit de l'accumulation de preuves chaque fois plus incriminantes de son incapacité à donner des solutions cohérentes aux dilemmes de plus en plus angoissants que posaient une économie mondiale en chute libre.

Ce fut précisément l'amplitude de la crise mondiale qui éclata en 1929 et son aggravation en 1931 qui fit changer radicalement le statut du groupe dirigé par Prebisch dans la vie du pays. La dégringolade générale des prix et la contraction brutale du volume du commerce international eurent des conséquences particulièrement dramatiques pour une économie nationale qui n'avait rien connu d'autre depuis plus d'un siècle qu'une formidable expansion au rythme de ses exportations outremer; devant l'urgence, il était nécessaire d'organiser la distribution entre les différents secteurs de l'économie et de la société des maigres ressources encore disponibles grâce aux exportations elles-mêmes drastiquement réduites en volume et en valeur; il fallait aussi contrôler le volume de la production destinée à l'exportation afin d'éviter qu'un excès d'offre n'accélére encore davantage l'effondrement des prix. Le seul agent capable de se coller à ces tâches était l'État, appelé ainsi par les circonstances à jouer —comme Prebisch et ses partisans le souhaitaient depuis longtemps— le rôle d'arbitre entre les sujets collectifs qui s'affrontaient sur le terrain économique et social.

Dans ce scénario imprévu, c'était souvent ceux-là même qui la veille encore s'opposaient vigoureusement à toute tentative d'utiliser le pouvoir de l'État pour imposer des limites à leurs initiatives qui le suppliaient aujourd'hui d'intervenir. Cette conjoncture tout à fait exceptionnelle donna à Prebisch l'opportunité non seulement d'introduire une profonde réforme fiscale et bancaire, avec la collaboration technique du groupe principalement formé par lui, mais également celle d'exercer à partir des institutions issues de cette réforme l'arbitrage entre secteurs d'intérêts économiques et sociaux, part essentielle des tâches de l'État comme il l'avait toujours prôné. Pendant presque neuf ans, à partir de 1935, Prebisch sera celui qui, de la direction de la banque centrale, aura la responsabilité de contrôler et de réguler, jour après jour, le pouls de l'économie argentine; sa gestion, outre d'avoir reçu le soutien de Keynes dans son œuvre *General Theory* de 1936, fut comparée par certains à celle de Hjalmar Schacht en Allemagne. Plus que de

cette comparaison pas spécialement flatteuse, plus que des succès qu'il récolta à cette époque —aidé par la chance, il en était conscient—, Prebisch était fier du rôle central qui avait été le sien dans l'effort pour forger la technobureaucratie qui allait permettre à l'État argentin d'agir avec autorité et efficacité dans des domaines qui, peu de temps auparavant, lui étaient encore totalement étrangers.

Mais ce ne fut pas seulement la tournure catastrophique que prit l'économie mondiale qui donna à Prebisch l'occasion d'avancer dans l'ambitieux programme qu'il s'était tracé en 1922, pour lui et pour la promotion de jeunes économistes dont il était le chef de file incontesté; son influence connut un progrès décisif dans le nouveau cadre politique instauré par la première révolution militaire qui, en septembre 1930, rompit avec l'ordre institutionnel en vigueur depuis la constitution de 1853-1860. Ainsi, du ministère des Finances où l'avait nommé le général José Félix Uriburu, porté provisoirement à la présidence de la République après la victoire de cette révolution, Prebisch put modifier radicalement l'ordonnancement fiscal reposant sur l'imposition du commerce d'outremer, système en vigueur depuis qu'en 1809 le dernier vice-roi du Rio de la Plata, en ouvrant le territoire qu'il gouvernait au commerce mondial, avait mis la contrée qui deviendrait l'Argentine sur la voie qui, jusqu'en 1929, lui avait permis d'atteindre des sommets de plus en plus hauts. La modification fut l'introduction de l'impôt sur le revenu, réclamée comme une nécessité de manière consensuelle dans le pays depuis plusieurs décennies —ce qui n'avait pas empêché, dans le cadre constitutionnel, à deux présidents argentins d'échouer dans leur tentative de faire adopter la loi afférente par le Parlement. La victoire révolutionnaire ayant suspendu les fonctions du Parlement, Prebisch n'eut donc pas à passer sous ses fourches caudines: le vendredi soir, il obtenait du général Uriburu l'autorisation de préparer le projet; il consacra un fébrile week-end à sa rédaction et le lundi c'était déjà une loi de la nation⁴.

On comprendra aisément que des expériences comme celle-ci conduisirent Prebisch à considérer avec une certaine appréhension l'impact que pourrait avoir sur ses projets d'introduction de changements encore plus radicaux, l'imminente restauration des institutions représentatives. Cette inquiétude allait s'avérer, dans les années qui suivirent, totalement

injustifiée; en effet, après quelques tâtonnements liminaires, le général Agustín P. Justo qui depuis la présidence constitutionnelle se trouvait confronté à la gageure de gouverner un pays irrémédiablement divisé par l'expérience vécue sous un régime révolutionnaire, lequel, en lui léguant le pouvoir, lui avait également transmis l'incroyable impopularité qu'il avait fini par susciter, fit son cheval de bataille des projets profondément novateurs inclus dans le plan économique élaboré sous les conseils de Prebisch par ses ministres de l'Agriculture et des Finances, et réussit à obtenir l'approbation d'un Parlement qui, depuis sa restauration en 1932, vivait l'une des étapes les plus fastes de son histoire.

Ce qui rendait possible cette admirable embellie parlementaire était le retrait volontaire de la scène politique du parti mis en déroute en 1930, retrait décidé suite aux conditions délibérément humiliantes que les autorités révolutionnaires lui avaient imposées pour autoriser son retour dans l'arène électorale. Mais il suffit, en 1935, que le radicalisme décidât de se départir de son attitude intransigeante pour révéler tout ce que cette heureuse expérience avait de factice. Tandis que les forces politiques installées au gouvernement grâce au désistement du parti qui, même écarté du pouvoir, conservait son statut majoritaire, faisaient preuve d'une détermination farouche de lui faire obstacle n'hésitant pas à recourir à la fraude électorale à grande échelle, les pressions factieuses qui jusqu'en 1935 s'étaient maintenues souterraines firent irruption avec violence; et la phase rénovatrice du gouvernement de Justo connut un final abrupt en 1936 avec l'explosion d'un gigantesque scandale parlementaire. Certains de ceux qui avaient introduit des projets pendant cette période furent la cible de graves accusations qui, bien que jamais étayées, trouvèrent (et ont encore aujourd'hui) un immense écho dans l'opinion publique. Cette réaction est compréhensible car, même si le langage fut celui de la calomnie et de l'injure, ces imputations donnaient la parole aux majorités mises à l'écart par le régime restauré en 1932 contre ceux qui gouvernaient l'économie argentine, depuis des positions qu'ils n'avaient pu occuper que parce que les citoyens avaient été dépossédés de la manière la plus humiliante qui soit de la possibilité d'exercer leur droit d'élire librement leurs représentants.

À ce point, peu importa qu'en pleine capilotade politique et institutionnelle du régime bâti sur cette restauration constitutionnelle incomplète, la gestion des institutions créées en 1935 pour assumer les nouvelles fonctions de l'État dans la sphère économique et

⁴ Fondation Raúl Prebisch (1991, vol. I, p. 349).

financière, ne perdit rien de son efficacité originelle. Preuve en est le brio avec lequel l'Argentine fit face aux difficultés provoquées par la Seconde Guerre mondiale, différentes mais non moins graves que celles dues à la crise. Rien ne pouvait être fait pour empêcher qu'elles ne soient éclaboussées par la perte de prestige croissante du régime qui les avait conçues et dont elles étaient solidaires; rien de surprenant non plus au fait que, seulement quatre mois après le 4 juin 1943, date à laquelle l'ordre constitutionnel agonisant fut renversé par une révolution militaire sous la conduite d'un général qui, la veille encore, était ministre de la Guerre; ce même général, Pedro Pablo Ramírez, désormais président de la République, signe le décret de destitution qui mit fin à la carrière argentine de Raúl Prebisch.

Il est un aspect de cette étape de la carrière de Prebisch sur lequel il convient de s'arrêter, non seulement parce qu'il contribua de manière décisive à ce qu'après des années de réussite croissante intervint ce sombre revers, mais aussi parce que, dans un cadre plus étroit, il anticipe celui qui allait se produire dans la trajectoire plus complexe de la CEPALC. Prebisch faisait une différence essentielle entre ce qu'avait été la contribution du groupe dont il était le chef de file, en Argentine, et celle de Schacht, quant à l'impressionnante reprise de l'économie allemande au cours du premier quinquennat du régime hitlérien; sa répudiation d'une quelconque affinité allait au-delà du rejet que lui inspirait le régime au service duquel Schacht avait mis ses redoutables dons de magicien de la finance. La différence était aussi que Schacht avait pu s'appuyer sur l'admirable efficacité dont l'appareil institutionnel de l'État disposait déjà dans le domaine économique et financier, avant que le nouveau régime ne s'en empare, tandis que le groupe dirigé par Prebisch avait été obligé de créer de toute pièce — de main de maître d'ailleurs — ce même appareil; plus qu'avec celle de Schacht, l'action du groupe avait des points communs avec celle des *grands commis de l'État* de l'ère du mercantilisme, y compris sur un trait devenu plus saillant dans la version ibérique de ce courant, lorsque son influence était au zénith sous les auspices du despotisme éclairé: à cette époque, ceux qui dirigeaient la politique financière du monarque ne limitèrent plus leurs ambitions à assurer que ce dernier possédait les ressources nécessaires pour défendre dignement la position de l'Espagne sur l'échiquier international, mais en outre, ils crurent possible d'utiliser le pouvoir de l'État absolu pour imposer un nouveau profil à la société espagnole. Prebisch et ceux qui l'entouraient

partageaient implicitement ces objectifs, sans bien mesurer à quel point leur anachronisme devenait de plus en plus criant dans une société en pleine modernisation, et dans le cadre d'une démocratie représentative. Cet anachronisme non détecté a sans aucun doute été le vecteur de la stérilité dans la pratique des efforts du groupe dans les années 1920, ainsi que de l'issue funeste de l'étape suivante, pendant laquelle seul l'appui que lui prodiguait un gouvernement dont l'unique recours pour se maintenir au pouvoir était de falsifier impunément le régime représentatif officiellement restauré en 1932, avait permis au groupe de s'assurer la place de choix qu'il en vint à occuper.

Mais ce qui était anachronique dans une Argentine qui, de 1912 à 1930, avait élu ses dirigeants moyennant des élections pleinement compétitives, honnêtes et transparentes, ne l'était pas encore dans le reste de l'Amérique ibérique, où, par ailleurs, la crise avait apporté son lot de problèmes similaires à ceux qu'avait dû affronter l'Argentine, et où les cercles liés aux finances et à l'économie avaient suivi avec grand intérêt la création du nouveau cadre institutionnel qui permettait à l'État argentin de faire face, avec une efficacité remarquable, aux défis de la conjoncture. Cet anachronisme a longtemps régné dans la région, en particulier au Mexique, où il sera encore d'actualité pendant un demi-siècle, et où Prebisch — trois mois après le décret du 17 octobre 1943 qui avait mis au chômage le directeur de la Banque centrale argentine — inaugurerait devant ses collègues chargés de fonctions analogues au sein d'institutions sœurs de celles qu'il avait dirigées en Argentine, un *Ciclo de conversaciones en el Banco de México* (Cycle de conversations à la Banque du Mexique) au cours duquel il tentait d'extraire de l'expérience qu'il avait vécue "des enseignements positifs pour la politique monétaire et financière". S'il avait été invité à développer ce sujet pour ses pairs mexicains, c'est que — comme le rappellerait Celso Furtado en 1985 — sa gestion avait fait de la Banque centrale de la République argentine une institution mondialement admirée, et il n'est pas surprenant que — comme le reflètent les dialogues qui s'engageaient à la fin de chacun de ses exposés longs et denses — la curiosité des participants se concentrât sur le fonctionnement concret des mécanismes financiers complexes qui, en Argentine, permettaient à l'État d'agir avec une efficacité hors du commun dans ce nouveau cadre. Mais si telle était la préoccupation majeure de ses collègues, celle de Prebisch était déjà autre: comme il l'annonçait dans son premier exposé, le premier "enseignement positif" ressortant de cette expérience réussie était

que si —pendant qu'elle dura— ses acteurs avaient “vécu fréquemment en marge de la bonne doctrine monétaire, [... il y avait] lieu de se demander si cette doctrine était réellement bonne pour nous, si elle répondait fidèlement à la nature et à la structure de l'économie argentine”. Et d'ajouter: “Le moment ne serait-il pas venu de formuler nos propres principes, tirés, précisément, de notre réalité tangible, et d'avoir notre propre bonne doctrine, en utilisant et en adaptant tout ce qui, dans les principes généraux, est utile pour établir une politique monétaire nationale?”

Il évoque lui-même la raison pour laquelle il se retourne sur son expérience argentine avec un regard différent de celui de ses collègues mexicains, en des termes qui ne laissent aucune équivoque: se présentait à lui (et non à eux) l'opportunité “d'examiner avec du recul les événements, sans souci aucun d'action immédiate, de les juger avec un esprit critique et une vision d'ensemble, et d'en extraire des enseignements positifs pour la politique monétaire et financière”⁵. L'extrême sobriété avec laquelle Prebisch se réfère à ce douloureux épisode qui, très peu de temps auparavant, l'avait dépouillé de la position que, grâce à deux décennies d'efforts, il avait réussi à se forger dans la vie de son pays, reflète plus que scrupules et élégance; s'il était capable de faire de son expérience un bilan rétrospectif, sans laisser transparaître rancœur ou nostalgie, c'est surtout parce qu'il avait découvert la voie qu'il devait poursuivre. Tout juste engagé dans cette voie et dirigeant un regard neuf sur l'expérience qui venait d'avoir pour lui ce brutal dénouement, il se demandait si les succès qu'il avait récoltés n'étaient pas une récompense à la propension à s'écarter de la “bonne doctrine monétaire” chaque fois que les circonstances s'y prêtaient. Question que Prebisch comme les ministres dont il était le conseiller s'étaient interdit de formuler pendant qu'ils participaient à l'expérience. Pour défendre ses décisions peu orthodoxes auprès de ceux qui pensaient qu'elles étaient injustifiables, même si elles étaient couronnées de succès, il insistait sur le fait que les pays les plus influents dans le commerce mondial n'hésitaient pas à exercer leur hégémonie pour le restructurer selon des règles très éloignées de la “bonne doctrine”, ce qui leur permettait de transférer aux interlocuteurs les plus faibles une part disproportionnée des conséquences désastreuses de la crise. L'Argentine, dont la participation aux échanges internationaux ne dépassait pas 2% de leur valeur totale, et dont l'influence sur les modalités qui le

régissaient était très réduite, ne pouvait pas ne pas introduire dans sa politique monétaire et financière des innovations qui —bien que condamnables au regard de la “bonne doctrine”—s'étaient révélées indispensables pour empêcher que ce nouvel ordre mercantile naissant ne déploie tout son potentiel de destruction sur l'économie nationale.

Lorsque les circonstances permettront —ou plus exactement imposeront— à Prebisch “d'examiner avec un certain recul” cette étape au cours de laquelle il avait joué un rôle prépondérant, seulement alors ce nouvel ordre mercantile cesserait d'être vu comme une donnée incontournable, dont il serait donc stérile de discuter, pour être reconnu comme un problème. Mais Prebisch, ni dans le cadre des conversations de la Banque du Mexique, ni dans son intervention au séminaire collectif sur l'Amérique latine organisé par *El Colegio de México* aux mêmes dates, n'ira plus avant dans la description des modalités spécifiques d'approche du problème appliquées à l'Amérique latine. Ce qui est nouveau dans son discours est qu'il ne croit plus nécessaire de présenter les innovations dont il avait été l'artisan en Argentine comme des adaptations nécessaires à une situation radicalement anormale, et justifiées seulement tant que cette situation perdure, mais comme un reflet d'une attitude plus mûre face aux doctrines économiques que, certes, il ne récuse pas, mais dont il estime que, même passé le moment d'urgence, il demeure impératif de vérifier qu'elles seront mises au service des “cibles visées ou des objectifs poursuivis”.

C'est l'attitude qu'il propose aux pays d'Amérique latine de défendre, en intervenant dans un débat auquel ils n'ont pas été invités, alors que les imminents vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale se préparent à décider quel sera le rôle de l'étalon-or dans le régime monétaire du monde de l'après-guerre, faisant valoir leur expérience selon laquelle “l'étalon-or, tel que nous l'avons vu fonctionner, ne permet pas d'atteindre” ces cibles et ces objectifs. Prebisch ne propose pas qu'ils se servent de cette expérience pour s'opposer au retour d'un schéma monétaire qui “a beaucoup de bons côtés”, alors qu'il serait suffisant de “mieux l'utiliser, en tirant profit des leçons des expériences du passé”, de “le dépouiller de son automatisme excessif et de le compléter avec d'autres mécanismes ayant fait preuve de leur efficacité”.

Ainsi, la distanciation d'avec la “bonne doctrine” pourrait être formulée au nom de tous ceux qui, de par le monde, sont responsables d'orienter l'action de l'État en matière économique et financière. C'est ce que

⁵ Fondación Raúl Prebisch (1992, vol. III, p. 1).

Prebisch déclare explicitement dans un texte de 1948, qui ne laisse aucun doute sur le fait que ses objections par rapport aux doctrines classiques visent moins ce qu'elles prônent que l'attitude qui les inspire. Il ne nie pas que les économistes classiques soient parvenus à "pousser à l'extrême le raisonnement logique, et qu'ils aient recouru plus tard aux mathématiques pour doter tout cet édifice d'une rigueur, d'une précision, d'une élégance scientifique dont ils manquaient jusqu'alors", mais il voit là un triomphe trop cher payé, car "plus on poussait le raisonnement, plus le corps de la doctrine s'éloignait de la réalité vivante [...] du monde réel que l'économie se devait d'expliquer afin de nous donner les moyens d'agir sur elle".

Il ne manque pas de préciser que cette "réalité vivante" est, bien sûr, celle de "nos pays", et d'ajouter que pour "élaborer nos propres idées et y ajuster le développement d'une politique économique nationale" il serait utile de mettre cette dernière en parallèle avec celle "d'autres pays similaires". Cependant, il n'en vient pas encore à évoquer la dimension problématique que peut revêtir la relation entre ceux qui cherchent à assurer à tous ces pays une place acceptable au sein du nouvel ordre mercantile issu de la crise —si peu hospitalier à leur endroit—, et des doctrines provenant du noyau central du système économique qui les englobe. Celui-ci, bien qu'il ait été plus durement touché par la crise que la périphérie latino-américaine de ce système, conserve dans cette nouvelle étape de tâtonnement vers une issue à ce marasme un poids décisif. Il serait en effet illusoire d'espérer qu'il ne soit pas utilisé pour protéger les positions de ce noyau aux dépens de ceux qui occupent, dans le système, des positions périphériques.

Rien de tout cela ne transparaisait encore dans le discours de Prebisch, mais il s'y trouvait, en revanche, quelque chose de peut-être plus important: bien qu'il n'ait en rien précisé le contenu du message qui, d'après lui, devait être celui de l'Amérique latine dans le débat qui s'ouvrait, il était néanmoins déjà convaincu que la région devait revendiquer son droit à en être l'un des interlocuteurs et des participants. Il a ainsi défini l'orientation qu'il s'appropriait à adopter. Cette nouvelle étape s'accompagnerait d'un triomphe encore plus spectaculaire que ceux qu'il avait remportés par le passé, réussissant à faire de la CEPALC, tout juste fondée, l'instrument qui allait permettre aux porte-parole de l'Amérique latine d'intervenir dans le débat sur le cap économique qu'allait prendre le monde, une fois terminée la guerre la plus meurtrière de toute l'histoire de l'humanité. Rétrospectivement,

il est facile de comprendre pourquoi ce projet s'est heurté à d'énormes obstacles, son succès ayant été la première faille dans la structure bipolaire que les deux coalitions rivales formées par les nations victorieuses étaient décidées, l'une et l'autre, à imposer au reste de la planète.

Pour gagner ce défi éminemment politique, Prebisch put s'appuyer sur les enseignements dont l'expérience accumulée au cours de sa "vie antérieure" l'avait doté, quand il avait été l'observateur-acteur, du haut de ses *commanding heights*, des tractations byzantines entre ceux qui dirigeaient une économie frappée de plein fouet par la crise. Celso Furtado nous a laissé, dans *A fantasia organizada*, un portrait inoubliable de Prebisch dans ce moment de triomphe: il vient d'obtenir de Getulio Vargas, récemment réinstallé à la présidence du Brésil, l'appui qui —joint à celui du Mexique et du Chili— lui permettra de donner à la CEPALC l'orientation qu'il souhaite. Ses commentaires reflètent l'admiration que lui inspire le *caudillo* du Rio grande et que son interlocuteur trouve excessive. En Vargas, Prebisch salue surtout l'homme d'État qui, aux commandes d'un processus politique encore plus tourmenté et convulsif que celui que traversait l'Argentine à la même époque, n'a jamais ménagé ses efforts pour doter l'État brésilien des organismes qui lui permettraient d'agir avec une efficacité renouée dans le champ économique et financier. Furtado attribue l'aveuglement de Prebisch —partagé avec de nombreux Argentins— face à d'autres aspects moins glorieux du gouvernement de Vargas, à sa conviction que le monde vivant une ère de dictature ses aspirations devaient se limiter à souhaiter qu'elle soit exercée par un despote éclairé. Quelles que fussent les causes de cet aveuglement, il n'en est pas moins certain que Prebisch ne regrettait en rien le fait que son récent revers de fortune, très douloureux par ailleurs, l'ait replacé à ces *commanding heights*, à ces cimes du pouvoir sur lesquelles l'influence perturbatrice de la politique démocratique se faisait à peine sentir, et dans lesquelles un instinct naturel lui avait toujours permis de naviguer avec une assurance peu commune.

Quand Prebisch encense chez Vargas sa diligence à doter l'État brésilien d'un appareil institutionnel capable de le servir efficacement dans le nouveau champ d'activités de la sphère économique et sociale, cela présage des critères qu'il allait utiliser à la direction de la CEPALC. Son premier soin serait de doter cet organisme nouvellement créé de la solidité institutionnelle et de l'efficacité opérationnelle qui caractérisaient les organisations dont il avait été le pygmalion dans son

pays d'origine. Le fait que, cette fois, le théâtre de ses talentueuses activités soit le Chili, lui facilitait les choses. L'une des clés des succès fulgurants qu'il avait remportés en Argentine, comme de la brutale chute qui s'ensuivit, est la capacité dont Prebisch avait fait preuve pour créer des institutions solides et efficaces, tout à fait exceptionnelles dans un pays où le besoin de les parer de ces vertus n'a jamais été criant. Ce manque, mal jaugé, participa au dénouement tragique qui mit fin à sa brillante carrière dans son pays natal. En revanche, le Chili s'enorgueillit —non sans motif— de posséder un sens institutionnel plus aiguisé que toute autre nation hispano-américaine. Dans cet environnement plus propice, la CEPALC non seulement put survivre, y compris au milieu de cataclysmes politiques dévastateurs, mais elle put se constituer en cellule-mère d'autres institutions d'études et d'enseignements qui se révéleraient, à son instar, capables de faire face aux plus dures adversités.

Dans ce cadre plus favorable, Prebisch, ayant passé le cap de la cinquantaine, réussit à répéter l'exploit qui, trois décennies plus tôt, avait inauguré sa période argentine. Joseph Hodara (dont le *Prebisch et la CEPALC* livre un passionnant témoignage de l'intérieur) ne se trompe pas quand il signale que, comme alors en Argentine, le secret de sa réussite en tant que créateur d'institutions est, qu'en leur sein, le lien institutionnel est renforcé par le charisme qu'il partage avec ceux qu'il a recrutés pour une entreprise qui n'implique pas seulement les connaissances mais qui vise aussi à transformer la réalité, objet de ses recherches. Et si trente ans auparavant, il avait pu s'appuyer sur le lien préexistant avec ses compagnons de promotion pour gagner leur adhésion au projet collectif qu'il leur proposait comme programme de vie, et devenir ainsi pour toujours le *primus inter pares* de ce groupe, il s'agissait maintenant —toujours selon Hodara— d'un nouveau type de groupe, constitué comme tel uniquement en réponse à l'appel de Prebisch à collaborer à un programme qui a su susciter "un brûlant enthousiasme chez une jeune génération d'économistes qui ambitionnait d'appréhender de l'intérieur et sans considération des accidents de nationalité, l'évolution et la pratique du développement". Il allait maintenant entourer celui qu'il reconnaissait comme "un maître qui, de par son style, sa vigueur et son âge, inspirait la révérence" doublée d'une "loyauté à toute épreuve et d'une dévotion quasi apostolique"⁶ encore plus

exacerbées que celles qu'il avait été capable de provoquer à l'époque où, tant le guide que les disciples, étaient à peine sortis de l'adolescence.

Je ne crois pas qu'Hodara se trompe quand il établit une relation entre les caractéristiques du lien que Prebisch avait été de nouveau capable d'établir avec ses collaborateurs et qui faisaient de la CEPALC "une île charismatique dans un cadre franchement bureaucratique", et le caractère hybride de sa relation avec l'économie. D'une part, sa direction est marquée par "le sceau profond de la tradition culturelle et institutionnelle latino-américaine". Son "style particulier" d'exercice perpétue en effet sous certains aspects deux figures très traditionnelles de la scène latino-américaine: celles du *caudillo* et celle du penseur⁷. Il avait cependant déjà en Argentine un acteur principal dans le processus de professionnalisation des sciences sociales qui rendrait inexorablement caduc "le personnage et le mode de travail du penseur traditionnel"; à la CEPALC il allait recueillir "les fruits de ce processus, et le faire accélérer de façon substantielle, en particulier dans le domaine de l'économie"⁸.

Pour cette raison, les membres du groupe que son inspiration et son magistère réunirent à la CEPALC allait trouver dans ces deux qualités une double validation pour l'entreprise à laquelle il les avait convoqués; d'une part, ils renouaient avec une illustre tradition intellectuelle très latino-américaine; de l'autre, ils devenaient les protagonistes de l'effort visant à doter les futurs porte-parole de l'Amérique-latine de la compétence scientifique et technique qui feraient d'eux des participants de plein droit dans le processus de progrès des sciences sociales, dont ils n'avaient été que trop longtemps les simples spectateurs. Une chose dans le paradigme de Prebisch rendait plus facile la réunion des deux sources de validation: du legs du penseur provenait la fermeté avec laquelle était revendiqué pour l'économie le caractère de science sociale comme l'instance mise à souligner son orientation vers une pratique transformatrice de la réalité. Ces deux aspects influençaient la tournure que Prebisch donna, dès le début de sa carrière, à ses efforts pour élever le niveau scientifique des recherches économiques qu'il allait guider. Défenseur de l'empirisme, en 1921, ne se référant à l'époque qu'au seul milieu universitaire, il déplorait déjà: "le vieil esprit de l'enseignement" de professeurs qui "lisent, assimilent, synthétisent, répètent, et réfutent même certaines théories" alors

⁶ Hodara (1987, p. 11).

⁷ Hodara (1987, p. 12).

⁸ Hodara (1987, p. 34).

qu'il aurait fallu "étudier objectivement les faits de notre vie économique" et, pour ce faire, procéder à "la recherche et à la sélection d'informations complexes et de données statistiques[...], à leur examen minutieux et à leur coordination"⁹.

On a vu comment, en 1948, il était encore très attaché à ce critère, qui le conduisait à se désintéresser des développements de la théorie économique qui, selon lui, l'éloignaient du "monde réel que l'économie se devait d'expliquer afin de nous donner les moyens d'agir sur elle". Cette prise de distance n'a pas la prétention d'opposer les appareils théoriques élaborés dans les grands centres du savoir économique à d'autres forgés à partir de l'expérience concrète de l'Amérique latine; sur ce point, l'attitude de Prebisch perpétue celle adoptée, un siècle auparavant, par Juan Bautista Alberdi qui, en Argentine, avait incarné mieux que quiconque la figure du penseur. En effet, lorsqu'il réclame le droit "d'avoir, nous aussi, notre bonne doctrine, utilisant et adoptant tout ce qui est utile des principes généraux", il invite —tout comme l'avait fait Alberdi en 1837— à se distancier de cette Europe mentor, qu'il reconnaît comme la source incontestée de ces principes généraux, et assume la fonction complémentaire et non moins indispensable de sélectionner et d'adapter ce qui, dans ces principes, s'avère pertinent pour l'analyse des réalités concrètes qu'il désire transformer.

Ce prudent éloignement semble d'autant plus raisonnable que la conjoncture que traverse la science de l'économie paraît indiquer que cette attitude est correcte, y compris pour ceux qui participent de son développement dans les grands centres du savoir. En effet, dans la rénovation de la discipline que promeut Keynes, les conséquences pratiques sont beaucoup plus radicales que les innovations théoriques qui n'introduisent que des retouches partielles à la majestueuse architecture des doctrines néoclassiques. Et il en est de même chez Prebisch, sous la pression des expériences concrètes accumulées par celui qui, depuis 1918, suit le processus économique du haut de ce qui est encore la tour de contrôle et le poste de haut commandement de toute la planète. Ces circonstances font que la frontière entre élaboration théorique et analyse des processus économiques concrets perd quelque peu de sa netteté originelle, et que, malgré la prudence que Prebisch déploie chaque fois qu'il s'aventure à déduire des conclusions générales à partir

d'analyses particulières, de plus en plus nombreux sont ceux qui dénoncent dans cette approche la présence en germe d'une présence doctrinaire. Ces critiques, qui reprochent à la CEPALC sa tendance à sortir chaque jour davantage de la neutralité de la mission purement informative que l'Organisation des Nations unies avait confiée à ses commissions régionales, sont suffisamment fondées pour que ceux-là même qui, au nom de l'institution, leur dénie toute validité, trouvent plus flatteur que problématique le fait qu'Albert Hirschman ait vu dans le document (de la CEPALC) sur "*El desarrollo económico de la América Latina y algunos de sus principales problemas*" [*Le développement économique de l'Amérique latine et certains de ses problèmes principaux*] (1949) le "manifeste latino-américain" que Prebisch s'était assurément proposé de faire de ce texte¹⁰.

Dans ce document, où la CEPALC fait entendre sa voix pour la première fois dans le concert des discussions sur l'orientation future de l'économie, des indices prouvent que l'élaboration d'un diagnostic unifié des problèmes que pourraient signifier, pour toute l'Amérique latine, son insertion dans l'ordre économique de la Seconde après-guerre, ne peut qu'être influencée par des expériences préalables vécues dans un cadre plus étroit que celui du sous-continent. Ainsi, dans le rapport baptisé par Hirschman "manifeste latino-américain", Prebisch insiste sur la notion de modalités spécifiques avec lesquelles se posent les problèmes dans chaque contexte national. Cependant il est indéniable que dans son argumentation, ces modalités spécifiques ne sont que des variations sur un thème dans lequel l'une de ces expériences nationales —l'Argentine, on s'en doute— joue décidément le premier violon. Il est facile de la reconnaître, par exemple, dans le rôle central assigné au déplacement du cœur du système mondial de la Grande-Bretagne vers les États-Unis: dans certains passages, le message anti-impérialiste, que d'aucuns critiquaient, y paraissait refléter davantage un état d'esprit analogue à celui qui était dénoncé dans l'Inde de ces années-là, comme une nostalgie de l'époque du *Raj*. Mais ce qui est ici un problème de nuance allait revêtir un aspect plus sérieux lorsque, de sa base de Santiago, la CEPALC commençait à élaborer un portrait plus détaillé du vécu de l'économie latino-américaine du XXe, dans la composition duquel —rien de surprenant encore— l'Argentine et le Chili occupaient le premier plan.

⁹ Fondation Raúl Prebisch (1991, vol. I, p. 64).

¹⁰ Gurrieri (1982, vol. I, p. 14).

En s'appuyant sur l'expérience de ces confins de l'Amérique du Sud, la narration se centre sur la transition difficile entre une période de "croissance vers l'extérieur", d'expansion économique rapide reposant sur les exportations agricoles et minières (déjà en perte de vitesse quand la crise de 1929 a déclenché l'effondrement de ce même ordre économique qui l'avait rendue possible) et une période de "croissance vers l'intérieur", où le rôle principal est donné à l'industrialisation substitutive des biens de consommation importés. Le texte souligne combien, pendant la période passée d'opulence exportatrice, a été facilitée la création d'un large marché consommateur de ces biens aujourd'hui hors de portée de ces économies, ainsi que de réseaux de transport et de commercialisation disponibles pour ceux qui viendraient remplacer ces mêmes biens. Ce volet de la problématique qui se veut hispano-américaine s'appuie surtout sur l'expérience argentine, alors que l'accent mis sur les conséquences négatives du contraste entre secteurs de l'économie nationale que le niveau de productivité rend presque compétitifs au niveau international, et d'autres, très étendus, où au contraire la productivité est extrêmement basse, s'inspire principalement de la situation de l'agriculture chilienne. Or on reproche à cette dernière non seulement son archaïsme qui oblige à dresser de hautes barrières protectionnistes pour la maintenir en vie, mais de surcroît son incapacité à assurer aux populations rurales un niveau de vie qui permette à l'expansion de la demande interne d'offrir à l'industrialisation la stimulation dont elle a besoin.

Certes, les traits de la réalité latino-américaine mis en exergue dans ces premiers diagnostics de la CEPALC ne sont pas présents uniquement dans le cône austral du sous-continent, mais ailleurs ils se présentent intégrés dans des configurations suffisamment éloignées de celles du Sud pour que personne ne soit surpris des différences d'accent et de nuance qui se font jour entre ces bilans cépaliens et celui, qu'au même moment, Arthur Lewis commence à ébaucher de son poste d'observation antillais. Mais s'il est vrai que la présence de cet autre diagnostic s'appuyant sur une vision partiellement différente ne retire rien à la validité des conclusions de la CEPALC formulées d'un point de vue résolument "sudiste", n'oublions pas que c'est cette perspective qui l'emportera et qui, à partir de ce qui était essentiellement bilan d'un passé proche, permettra de formuler des propositions pour l'avenir.

A ce moment-là, les interventions institutionnelles obligatoirement prudentes de la CEPALC seront

accompagnées par celles plus explicites émanant de la constellation d'institutions de recherches et d'études nées dans son sillage. Le profil de ceux qui intègrent les équipes de ces nouvelles créations reflète le critère qui a présidé à leur recrutement, qui voit dans l'économie avant tout une science sociale dont la finalité éminemment pratique est de guider la société dans ses efforts pour se transformer elle-même. Ceci explique aussi l'obstination dont fit preuve Prebisch pour incorporer à la CEPALC le sociologue espagnol José Medina Echevarría, qu'il réussit à "débaucher" des files de l'exil républicain au Mexique. Seulement deux années plus jeune que celui qui l'avait recruté, ce dernier fut bientôt reconnu lui aussi dans cette nouvelle sphère comme "un maître qui de par son style, sa vigueur et son âge, inspirait le respect"; ce social-démocrate convaincu faisait porter la responsabilité principale du tour catastrophique pris par l'histoire européenne à partir de la Première Guerre mondiale, au virage que Lénine avait réussi à imprimer à la trajectoire d'un mouvement socialiste, qui —sans que ce soit la définition de sa mission à l'origine— s'était révélé jusqu'alors capable de promouvoir des modifications graduelles dans l'équilibre social, porteuses de promesses d'autres changements encore plus avancés. Face à cette dérive réformiste, Lénine ne s'était pas limité à proposer un retour aux sources révolutionnaires du socialisme marxiste, sinon qu'il assigna la tâche de diriger ce mouvement à un nouvel acteur collectif, un "parti d'un type nouveau" qui, en Russie, fut le Parti bolchévique; à partir de là, les fruits de la réactivation de la lutte des classes furent une succession de défaites aux conséquences de plus en plus catastrophiques en Europe: en Italie d'abord avec le triomphe du fascisme en 1922, puis, en Espagne où, à l'issue de trois ans d'une sanglante guerre civile, en 1939, une partie importante du monde intellectuel espagnol se vit obligé d'aller planter de nouvelles racines en terre hispano-américaine.

Cette thèse, qui confortait les interprétations qui, intuitivement, avaient guidé Prebisch depuis le début de son parcours, allait se révéler prophétique. Elle anticipait en effet les mutations dans les contextes politique et socioéconomique latino-américains et mondiaux qui, après avoir permis aux idées de la CEPALC de sortir de la position marginale qu'elle avait à grand-peine put gagner au moment de sa fondation (à tel point que dix ans plus tard le consensus qui les entourait était quasi universel) allaient leur opposer un contexte franchement hostile au cours de l'étape de déchirements politiques et de conflits sociaux qui

suivrait cette courte saison de fugaces espérances. À mesure qu'on avançait dans les années 1950, il devenait de plus en plus évident que ce qui avait commencé dans le Vieux Continent comme une reconstruction économique d'après-guerre à la réussite étonnante se répercutait à l'échelle planétaire en une onde expansive qui semblait infinie. L'optimisme contagieux alors de mise quant à l'avenir n'était pas déplacé au seuil de cette étape faste dite des *trente glorieuses*, commencée en 1945, et qu'en 1979, l'économiste français Jean Fourastié évoquerait avec nostalgie comme les années les plus glorieuses de toute l'histoire d'un ordre capitaliste dont la possibilité de survie avait été sérieusement mise en doute un demi-siècle auparavant et qui paraissait maintenant promis à un avenir des plus brillants.

Mais pas seulement l'ordre capitaliste: jusqu'en 1960 l'économie du bloc socialiste connaissait une croissance encore plus rapide que celle du monde fidèle au capitalisme, et d'aucuns d'en déduire que les deux blocs faisaient face avec succès à une problématique qui leur était commune, celle du développement économique. Ainsi, en 1960, W.W. Rostow, dans le "manifeste non communiste" de son étude sur *Les étapes de la croissance économique*, imprégnée de l'esprit de la Guerre froide, présentait l'entrée triomphale de l'Union soviétique dans l'étape de développement auto-entretenu comme le point culminant d'un processus qui avait commencé dans le cadre capitaliste de l'empire tsariste. Un signe de ce renouveau de confiance en l'avenir fut la disposition à miser sur lui à travers la formulation de ces récits événementiels qui —une fois cette confiance envolée— allaient être taxés de "grandes narrations" dans lesquels on cherchait, dans un futur sans mystère, la clef pour reconstruire le passé (après un long siècle où avait régné sur ce thème la plus grande prudence, c'était un leitmotiv que le "manifeste non communiste" de 1960 reprenait du communiste de 1848). Dans ce climat de lendemains qui chantent, la confiance en l'avenir provoqua —dans ce qui bientôt allait être désigné comme "la pensée de la CEPALC"— le désir d'élucider à partir de cet avenir les énigmes du passé. Cette ambition était d'autant plus compréhensible que si les narrations à la Rostow n'offraient que des motifs de jubilation aux sociétés dites du Premier Monde, auxquelles l'avenir promettait une prospérité croissante, vues d'Amérique latine leur lecture incitait plutôt à se préparer, non sans angoisse, au moment fatidique, que l'on pensait imminent, où le sous-continent allait devoir jouer le tout pour le tout dans un effort suprême pour atteindre ce stade supérieur de développement.

Si les motifs d'angoisse ne manquaient pas ce n'était pas tant parce que la croissance de l'Amérique latine était particulièrement à la traîne par rapport à celle du Premier Monde (dans la seconde moitié des années 1950, la croissance du Brésil avait atteint le niveau le plus élevé enregistré hors de l'orbite socialiste, et dans les deux premières décennies de l'après-guerre, les résultats pourtant médiocres de l'Argentine étaient légèrement supérieurs à ceux des États-Unis), mais parce que ces taux de croissance extraordinaires ne parvenaient pas à réduire d'un pouce le fossé qui séparait le sous-continent du monde développé.

La conscience aiguë de ces faits allait avoir pour conséquence que la double ouverture vers le passé et vers l'avenir —ne jamais être absente des perspectives de l'économie du développement— prenne dans la pensée de la CEPALC une coloration différente de celle qui teignait les recherches sur ce thème dans le monde développé. Le regard que cette Amérique latine qui commençait à reconnaître son appartenance au Tiers monde, portait sur le passé, à partir d'un futur dont l'aspect souriant était moins une promesse certaine qu'une exigence irrévocable, devait s'étendre au-delà du laps qui sépare le présent de la genèse et de l'éclosion de la révolution industrielle, pour découvrir dans des étapes plus anciennes les raisons pour lesquelles, à l'ère du développement, ce retard endémique latino-américain était si difficile à dépasser. En 1958 et 1959 deux livres écrits sous les auspices de la CEPALC commençaient cette exploration par deux voies différentes; dans *Chile, un caso de desarrollo frustrado* (*Chili, un cas de développement frustré*) Aníbal Pinto Santa Cruz traduisait dans le langage de l'économie du développement, des idées et des diagnostics mûris au cours d'un siècle de réflexion sur ce fameux retard, citant volontiers Francisco Encina et son essai, *Nuestra inferioridad económica, sus causas, sus consecuencias* (Notre infériorité économique, ses causes, ses conséquences); et bien que parmi les intuitions dont abonde l'œuvre d'Encina les plus admirablement pénétrantes côtoient les plus excessivement arbitraires, il est certain qu'Aníbal Pinto Santa Cruz y a trouvé un inventaire tout dressé des questions que doit éclaircir quiconque décide de se pencher sur le vieux mais toujours actuel problème du retard de l'Amérique latine. Dans *A formação econômica do Brasil* (*La formation économique du Brésil*), Celso Furtado emprunta un chemin différent: utilisant les instruments de l'analyse économique rétrospective, il cherche à déterminer le moment précis où l'économie de l'Amérique anglaise et celle de l'Amérique portugaise commencèrent à

diverger en termes de développement, et l'ayant situé dans les décennies qui séparent l'Indépendance des États-Unis de celle du Brésil, il montre également que bien qu'à partir de cette dernière indépendance, les taux de croissance du Brésil furent de nouveau comparables à ceux des États-Unis, la brèche ouverte dans la période précédente ne devait jamais plus se refermer. Les mêmes conclusions s'imposent pour le Mexique et l'Amérique du Sud hispanophone, et il est tentant d'en déduire que son indépendance plus précoce fournit aux États-Unis plus qu'un avantage chronologique; elle lui permit de s'intégrer en tant que participant autonome dans l'économie atlantique avant que l'explosion de la révolution industrielle n'ouvre un abîme entre son centre et la périphérie où les nouvelles nations ibéro-américaines se trouvent confinées depuis leur naissance.

Ces approches issues de la sphère de la CEPALC furent un apport significatif à l'actualisation de la problématique et de la méthodologie des sciences sociales qui, ces années-là, étaient en train de connaître un essor formidable en Amérique latine; elles commencèrent aussi à avoir une incidence dans le domaine de la politique quotidienne. L'introduction dans son glossaire, au milieu des années 1950, du terme "*desarrollismo*" (développementisme ou développmentarisme) est un indice de ce phénomène qui, à peine enclenché, révéla combien pesait sur le climat politique et social qui caractérisait en Amérique latine la période d'après-guerre, tout ce qui le différenciait de celui qui régnait entre l'irruption de la crise et la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Tandis que dans la période plus ancienne, Prebisch avait pu exercer une influence décisive sur le cours de l'économie argentine, et cela pour les raisons déjà mentionnées (d'une part, l'incapacité notoire des mécanismes automatiques propres de l'économie de marché à mettre fin à une crise de plus en plus catastrophique fit que les secteurs d'intérêts traditionnellement opposés à l'intervention de l'État dans l'économie l'appelèrent à cors et à cris; de l'autre, l'instauration —même précaire— d'un ordre politique qui avait éliminé l'influence du suffrage universel et limité fortement la capacité d'organisation indépendante des secteurs populaires, avait eu un effet analogue sur ces derniers, l'après-guerre venue, la situation avait changé radicalement dans son premier aspect, avec des conséquences qui se feraient sentir sur le deuxième.

Le temps des dislocations économiques des années post-1929 n'était plus. En 1935, Prebisch et les ministres qu'il conseillait avaient pu arguer que leurs

initiatives en faveur de l'expansion du secteur industriel n'étaient pas sous-tendues par des choix idéologiques ou doctrinaires, mais par le constat que c'était l'unique chemin que les circonstances laissaient ouvert pour que l'Argentine récupère un peu du terrain perdu. Quand à présent, les grands vainqueurs du conflit incluaient au nombre de leurs objectifs la restauration du marché mondial, qui avait cessé de fonctionner exactement comme en 1929, une alternative au modèle improvisé au cours des trois lustres précédents, signifiant le retour à ce qui avait si bien réussi à l'Argentine pendant plus d'un siècle, paraissait viable.

Cette option, qui en Argentine se dessinait très clairement, représentait une tentation plus ou moins forte pour presque tout le sous-continent, et elle eut des échos politiques qui ne furent assourdis, parmi les plus grands pays, qu'au Mexique (pays qui, depuis le commencement de sa révolution, suivait dans ce domaine sa propre voie); elle obligeait ceux qui n'étaient pas disposés à renoncer aux changements introduits dans l'économie et la société au cours de l'étape antérieure, à se gagner, pour le modèle d'industrialisation pressenti, l'appui de secteurs plus larges que celui formé par les patrons d'industries. Fruits de cette nécessité, montèrent en force des courants politiques qui, rétrospectivement, seraient connus comme "populistes", et qui, pour le projet d'industrialisation, s'efforcèrent de gagner l'appui des secteurs populaires urbains, dont ils ne pouvaient se passer, vu les réticences croissantes qu'il suscitait chez les propriétaires. Cette dérive renforça et accentua les aspects qui, depuis le début, différenciaient le cadre social de l'industrialisation en marche en Amérique latine, de celui en place à des étapes comparables de la révolution industrielle qu'avait connue le Premier Monde; au premier chef la présence d'un mouvement syndical dont la solution populiste allait favoriser la montée, et l'existence embryonnaire (dans certains cas plus avancée) d'un droit du travail qui, dans un contexte politique populiste, était appelé à se développer et à augmenter son influence sur l'expérience concrète de vie des milieux populaires. Tout ceci ne pouvait qu'exacerber les difficultés liées à un projet d'industrialisation qui ne jouissait plus, comme pendant la guerre, des avantages dérivés de l'élimination de toute concurrence provenant du monde développé. Plus grave encore, le fait que dix années après la fin de la guerre, ce modèle d'industrialisation —basé sur la production de biens périssables de consommation de masse destinés surtout aux classes moyennes et basses— était en train d'épuiser ses possibilités

d'expansion. Il n'est donc pas surprenant que les courants politiques qui défendaient cette option d'industrialisation aient ressenti le besoin de lui donner un nouveau souffle, et c'est ce besoin qui inspira l'apparition de ce qui sera appelé développementisme ou développementarisme.

Le terme se référait à l'inauguration d'une nouvelle étape du processus d'industrialisation dans le sens de son approfondissement. Selon la conception originale de la CEPALC, cette phase devait aborder la production de biens de capital et intermédiaires quand l'expansion de l'industrie légère aurait créé un marché suffisamment étendu pour ses produits. Les dirigeants politiques qui avaient adopté ce schéma attirant entamèrent donc cette nouvelle étape en promouvant la production de biens de consommation durables, ciblant les classes supérieures et moyennes-hautes. Leur décision est fort compréhensible, attendu le sérieux et l'urgence des menaces que faisait peser sur les forces qu'ils dirigeaient le début d'enlisement du secteur industriel, rendant particulièrement tentantes les propositions d'entreprises du Premier Monde désireuses de profiter des rentes de monopole accessibles dans les économies industrielles fermées à toute concurrence externe significative. Cette stratégie permit la relance industrielle espérée, et la réanimation de l'ancienne vigueur des courants populistes, mais on commença vite à se rendre compte que les innovations introduites ouvraient la porte à des transformations dans le domaine socioéconomique dans la foulée des améliorations dues au populisme, et ce pour deux raisons qui finirent par se renforcer mutuellement. D'une part, dans ces nouvelles branches industrielles, la production locale, au lieu de permettre la substitution des importations —qui étaient pratiquement interrompues depuis des décennies— obligeait à effectuer de nouvelles, d'où le besoin de recourir de manière permanente aux investissements et aux crédits extérieurs. En conséquence, la liberté d'action des décideurs en matière de politique économique de la nation réceptrice s'en trouvait de plus en plus restreinte. D'autre part, le fait que ces nouvelles branches industrielles —dont le dynamisme contrastait avec la stagnation dont souffraient celles qui avaient été mises en place avant elles, leur marché principal ne se trouvant pas, comme pour les premières, dans les secteurs populaires— pouvaient survivre et même prospérer dans un cadre de redistribution des revenus allant en sens contraire de ce que proposaient au départ les courants populistes, contribua également à miner l'ascendant politique d'un courant qui, en 1945, avait pu paraître et se croire maître des temps futurs.

À la fin des années 1950, la présence de forces extérieures et intérieures qui contrebalançaient de plus en plus efficacement celles rassemblées sous la bannière du populisme, commença à se traduire dans des affrontements permanents entre les classes sociales autour du problème de la répartition de la richesse, interrompus par des accalmies qui ne duraient que jusqu'à la montée d'inflation suivante, faisant craindre que ce qui avait été annoncé comme une étape de transition —certes difficile— entre deux modèles industriels terminerait par être un état de marasme et d'instabilité dont on ne verrait pas la fin de si tôt. Dans le cadre d'une économie mondiale en croissance rapide, dont l'Amérique latine semblait avoir de plus en plus de mal à suivre le rythme, il était normal de chercher à éviter la chute dans la stagnation chronique, en recourant à des changements plus profonds dans les structures économiques et sociales de la région que ceux introduits sous l'égide du populisme. En 1958, cet élargissement de perspectives était annoncé dans un essai cépalien dont les échos seraient aussi puissants que prolongés. Dans *“La inflación chilena, un enfoque heterodoxo”* (“L'inflation chilienne, une approche hétérodoxe”), Osvaldo Sunkel invitait à “arracher le voile monétaire” pour découvrir les raisons structurelles du phénomène inflationniste qu'il attribuait aux conséquences économiques et sociales très négatives de la faible productivité de l'agriculture chilienne. La conclusion pouvait paraître, à première vue, quelque peu partielle, puisque l'industrie souffrait de limitations analogues, mais le propos de Sunkel était d'aller au-delà de ce diagnostic afin de découvrir un chemin pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouvait l'économie chilienne: une réforme profonde de l'économie et de la société qui ne pouvait commencer qu'avec celle du secteur rural.

En 1959, le triomphe de la Révolution cubaine eut comme effet immédiat de réunir autour du programme plus ambitieux qui commençait ainsi à se dessiner, un consensus latino-américain qui, à partir de 1961, recevrait les premiers échos favorables de Washington; cet accord sur les problèmes de base rencontrés dans la réalité socioéconomique latino-américaine, réussira à perdurer plus longtemps qu'on ne l'aurait imaginé en voyant l'Amérique latine se transformer en l'un des champs de bataille de cette Guerre froide qui, dépassant les frontières du monde développé, allait ensanglanter le Tiers monde. C'est ainsi qu'une idée lancée par Fidel Castro après sa victoire, reprise par le président brésilien Kubitschek dans son projet “Opération panaméricaine”, finit par

se concrétiser dans l'Alliance pour le progrès que les États-Unis proposeraient à leurs voisins du Sud, comme alternative au pacte socialiste dont Cuba était le porte-drapeau.

En 1960, ce consensus conforme à l'essentiel de la pensée de la CEPALC, semblait rencontrer l'approbation générale. Tandis qu'à Cuba, sur les conseils de Felipe Pazos, la tentative de sortir de la stagnation économique en combattant l'étroitesse du marché intérieur moyennant une augmentation massive de la capacité de consommation des masses populaires, réussit, pour un moment du moins, à gagner pour le régime révolutionnaire un appui quasi unanime de la société cubaine. Au Chili, la Démocratie chrétienne arrivait au pouvoir en 1964, avec un programme fortement inspiré de la pensée cépalienne, ayant remporté les élections face à une alternative de gauche dont le programme était de facture similaire. La réforme agraire et la réforme fiscale étaient maintenant les axes des objectifs de l'Alliance pour le progrès, les mêmes que ceux proposés par Prebisch à ses condisciples en 1922.

Comme on le sait, les événements prendraient bientôt une autre tournure. Pourquoi le virage abrupt imposé au mouvement socialiste par Lénine —pour Medina Echevarría, source des catastrophes vécues par le Vieux Monde— avait-il aujourd'hui des séquelles dans le Nouveau Monde? Il est indéniable que c'est à ce virage que peut être imputé ce qu'eut de tragique l'étape marquée par les déroutes infligées en Amérique latine aux courants tant révolutionnaires que réformistes, depuis le coup d'État qui —cette même année 1964 où la Démocratie chrétienne lançait au Chili sa révolution en liberté— mit fin au Brésil à la présidence de João Goulart, jusqu'à celui qui, en 1976, renversa María Estela Martínez, veuve de Perón. Cependant il convient de se demander s'il n'y avait pas d'autres problèmes tenant moins au contenu du projet de la CEPALC qu'au lieu d'où il était proposé, qui expliqueraient aussi les difficultés, finalement insurmontables, que dut affronter sa mise en œuvre.

De cette époque, Celso Furtado nous a laissé un témoignage émouvant dans les trois livres où il évoque sa trajectoire, des années pleines d'espoirs vécues dans le sillage de la CEPALC de *A fantasia organizada*, à celles de plus en plus sombres de *A fantasia desfeita* et de *Os ares do mundo*. Ce témoignage est celui de quelqu'un qui —cas unique parmi les collaborateurs recrutés par Prebisch à la CEPALC—, fut près d'occuper dans son pays natal la position à laquelle Prebisch

s'était hissé dans le sien; mais pour découvrir qu'il était impossible de guider (de cette position) les pas du processus économique et social comme Prebisch avait réussi à le faire quand l'Argentine avait décidé de chercher un nouveau sentier au milieu des ruines laissées par la plus grande crise de l'ordre capitaliste. Et bien que ce soit le triomphe d'une réaction disposée à s'imposer par les moyens les plus sauvages qui fit que le dénouement brutal du projet avec lequel Furtado continuait celui de Prebisch laisse dans sa mémoire une trace si indélébile et amère, cette amertume ne l'empêcha pas de reconnaître que le triomphe de ces forces aveugles et brutales n'avait pas été la cause, mais plutôt la conséquence d'un échec qui, rétrospectivement, lui paraissait inéluctable.

C'est ce qu'il écrit dans un texte datant du moment même où, conséquence du virage autoritaire au Brésil "une ligne invisible était en train d'être franchie qui marquerait définitivement [sa] vie"¹¹. Dans ce texte, où il cherche à tirer les leçons implicites de ce changement de fortune qui le frappait si durement, il nous rappelle comment "dans les économies sous-développées, le marché des facteurs de production opère dans le sens de la concentration croissante de la richesse, étant donné qu'il n'existe pas dans la société civile de forces capables de s'opposer à cette tendance" et que l'État, ajoute-t-il, le seul qui "puisse combler cette lacune, dans son rôle d'arbitre entre accumulation et distribution, agira dans l'une ou l'autre de ces directions selon les forces sociales qui le contrôlent. Ce qu'il est important de signaler c'est que, quel que soit le côté de la balance que fait pencher le système de pouvoir —autoritarisme ou populisme— le résultat est une situation instable, puisqu'un excès de concentration de la richesse provoque l'instabilité sociale et que l'excès de distribution frustre la croissance".

Et les faits prouvent que "l'effort d'éducation politique" qui pourrait rendre acceptable la recherche du point d'équilibre entre les deux excès serait impossible dans le cadre autoritaire imposé par la force au Brésil, qui "restreint la participation des citoyens dans les activités politiques et dégrade l'exercice du pouvoir en le privant du contrôle social", tandis que dans la société ouverte auparavant protégée par la présence d'un régime de démocratie représentative, "le populisme [aurait été] susceptible de perfectionnement"¹² car il aurait encore été à la portée de "la pratique politique... d'indiquer les voies à suivre dans la construction d'un

¹¹ Furtado (1993, p. 127).

¹² Furtado (1993, p. 148).

cadre institutionnel qui applique et fasse vivre les idées de liberté, de bien-être et de tolérance qui sont l'essence de la civilisation moderne¹³”.

Cette conclusion mélancolique et digne est celle d'un homme qui vient de découvrir que lorsque l'État au nom duquel il s'était préparé à exercer au Brésil —comme trois décennies plus tôt Prebisch en Argentine— un arbitrage permanent entre accumulation et distribution, tombe sous le contrôle de forces sociales maintenant moins enclines à respecter son verdict qu'assoiffées d'imposer celui qui convient le mieux à ce qu'elles considèrent comme leurs intérêts légitimes, cet homme-là n'a plus sa place dans son propre pays. La création de sociétés aussi décidées à orienter les pas de leur économie que celles qui avaient offert le modèle qu'avaient voulu suivre ceux qui —de Pombal à Prebisch— avaient cherché à dépasser le retard ibérique et ibéro-américain, s'était finale produite. Mais tandis que —comme le signalait également Furtado— “dans les pays industrialisés, les forces du marché assuraient, en principe, la croissance économique” quand a été atteint en leur sein un “équilibre des forces sociales organisées et insérées dans le système de production” grâce auquel “l'augmentation historique des salaires réels accompagne le manque relatif progressif de main-d'œuvre”, dans les pays sous-développés, l'absence de cet équilibre a pour conséquence que “le libéralisme —idéologie tendant au maintien du *statu quo* social moyennant des réformes graduelles— soit substitué par l'autoritarisme” tandis que “le socialisme —idéologie défendant la justice sociale— se [transforme] en populisme”. Il en coûte à Furtado de ne pas déduire de cela un corollaire qui le touche de trop près, et l'on ne comprend que trop bien que quelqu'un qui avait prévu de continuer le combat qui se livrait depuis deux siècles contre le retard hispano-américain depuis le sommet d'un État qui —comme il venait de le découvrir— n'était plus capable d'accompagner le cheminement de la société, revivrait le revers qui, en 1964, avait tranché dans son pays natal une carrière aussi brillante que celle de Prebisch avait eu, jusqu'en 1943, dans son propre pays, avec une intensité de sentiments pleinement reflétés dans les textes que plus d'un quart de siècle après il allait réunir dans *Os ares do mundo*.

Comme le souligne Hodara, la mutation du climat tant politique qu'économique et social latino-américain, qui avait inexorablement tranché la

trajectoire jusque là triomphale de Furtado, rendait impossible que les interventions de la CEPALC dans l'incessant débat qui allait s'instaurer sur l'avenir du sous-continent retrouvent jamais la dimension que la voix de Prebisch, “prophète-généralissime¹⁴” leur avait conférées jusque là. Elle ne se tairait pas pour autant, ni ne s'interdirait d'émettre des diagnostics sur un avenir alors plus incertain qu'à l'époque euphorique où l'avait scruté W.W. Rostow, pour arriver à des conclusions peut-être plus pertinentes que celles de ce dernier dans *The Stages of Economic Growth*. À ce point de mon récit, j'aimerais me permettre un souvenir personnel: lors d'un séminaire organisé à Berkeley en 1980, Osvaldo Sunkel nous annonça que la convergence entre le monde développé et le Tiers monde, ratée dans les années 1960, était destinée à se réaliser moyennant une mutation inverse à celle en laquelle tant d'espoirs avaient alors été placés, où le Premier Monde adopterait une version plus opulente du profil déplorable de société qui mûrissait dans sa périphérie latino-américaine. Si je conserve un souvenir si vif de ce séminaire c'est que mon scepticisme était grand face à cette prophétie, convaincu que Osvaldo —comme cela arrive souvent aux économistes— ne prenait pas en compte les obstacles qu'opposent face à des changements de cette envergure, des forces d'inertie auxquelles les historiens sont plus sensibles, et ma surprise fut encore plus grande, quand le futur qu'il nous avait dépeint commença à se dérouler fidèlement à ses prédictions au cours des deux décennies suivantes.

Rétrospectivement, il me semble que je n'aurais pas dû être si surpris, considérant les signes avant-coureurs d'un changement de scénario imminent qui s'étaient accumulés au cours de la décennie qui venait de se terminer. En 1971, la non convertibilité du dollar en or à un taux fixe, décidée par le président Nixon, reflétait les changements dans l'équilibre de l'économie mondiale qui étaient en train de miner la position hégémonique qu'y occupaient les États-Unis depuis la Deuxième Guerre mondiale. En 1973, la première crise du pétrole fut le signe encore plus prémonitoire que l'époque des vaches grasses —qu'on en était venu à imaginer éternelle— se terminait. C'était en fait la première sommation nous avertissant que la formule économique qui avait assuré la prospérité du Premier Monde, ayant besoin, pour subsister, de pouvoir compter sans relâche sur un flux surabondant

¹³ Furtado (1993, p. 149).

¹⁴ Hodara (1987, p. 229).

de matières premières (et, dans une moindre mesure, d'aliments) que lui fournissait à très bas prix sa périphérie, commençait à perdre sa magie, suite à la création de l'OPEP, une initiative des principaux pays producteurs de pétrole qui suivaient la même ligne qu'un demi-siècle auparavant Prebisch avait proposée, en vain, aux éleveurs argentins de suivre. La réplique du Premier Monde ne se fit pas attendre: l'organisation d'une inflation sagement dosée afin d'assurer que la stagnation provoquée par la hausse brutale du prix du pétrole ne dégénère en une dépression que ceux qui connaissaient les conséquences politiques de celle qui avait frappé l'économie capitaliste à partir de 1929-1931, étaient résolus à éviter à tout prix.

L'inflation à laquelle recourut le Premier Monde pour gérer la stagnation avait pour objectif immédiat d'assurer la survie du *welfare state*, cet État-providence instauré depuis 1945 en Europe, et de manière moins affirmée mais avec des résultats comparables aux États-Unis, survie considérée indispensable pour éviter un retour aux tourmentes sociales de l'époque cauchemardesque de la grande crise. Mais les libertés prises par l'économie depuis lors allaient bientôt faire mentir la théorie optimiste —popularisée au cours de la période faste— selon laquelle ceux qui, des hautes sphères de l'État, surveillaient l'évolution de la conjoncture, possédaient les instruments capables de la maintenir dans le cap désiré, avec au pire, de temps à autre, le besoin de recourir à une petite mise au point. En vertu de quoi, dans ces circonstances inattendues, les efforts déployés pour maintenir ce cap, ne contribuèrent qu'à l'en éloigner, sans parvenir à faire prendre au navire une direction alternative. Quand la redistribution, certes lente mais sûre, en faveur des salariés d'un produit intérieur brut qui n'était plus celui de la veille, rendit naturel l'emploi du terme taux réels d'intérêts négatifs, certains y virent le premier signe d'un crépuscule étonnamment placide de l'étape capitaliste de l'histoire mondiale; mais quand les taux d'inflation atteignirent aux États-Unis des niveaux propres à alarmer sérieusement toute la population, le président Carter décida, face à cette situation insoutenable, de donner son appui à ceux qui —selon la formule restée célèbre— étaient disposés à expulser l'inflation du système monétaire comme on extrait l'eau d'une éponge en la pressant. Le résultat de cette décision, inspirée par le désir de sauver l'essentiel d'un ordre économique et social datant de l'après-guerre, ne contribua qu'à placer l'économie mondiale sur la route contraire, opposée à celle qu'espéraient ceux qui avaient cru assister à l'euthanasie de l'ordre capitaliste,

mais aussi s'éloignant de celle que Carter avait pensé être salvatrice. Il s'avéra qu'il n'avait pas pris la mesure de l'effet de l'énorme force d'inertie accumulée par une économie nationale gigantesque, trop habituée à l'expansion, qui l'obligea à mener la bataille pour sa réélection alors que l'inflation n'avait pas encore été vaincue. Les dures conséquences de l'envol des taux d'intérêts vers des niveaux inconcevables peu de temps auparavant, sans que se dessine à l'horizon le moindre signe annonciateur de cette sortie du tunnel dont Carter avait rebattu les oreilles de son électorat, rendit inévitable sa défaite devant Ronald Reagan qui, avec un optimisme contagieux, promettait à un pays courbé sous les sombres présages que par sa seule volonté, il pourrait bientôt se retrouver baigné dans les lueurs d'une nouvelle aurore. Et en effet, sa victoire annonça l'aube d'une nouvelle époque, au cours de laquelle l'effort lancé dans l'espoir d'assurer une prolongation de la vie à l'ordre économique et social d'après-guerre allait être utilisé pour offrir au capital l'opportunité de reconquérir, tant dans le monde du travail que par rapport à l'État, presque tout le terrain perdu depuis que la crise de 1929 avait fait craindre pour la survivance même de l'ordre capitaliste.

La première victime de l'abrupt changement de cap imposé de cette manière à partir du centre même du Premier Monde allait être le bloc socialiste formé par l'Europe de l'Est et l'Union soviétique où, depuis le début des années 1960, l'expansion véloce de l'Après-guerre avait laissé la place à une stagnation de plus en plus préoccupante; stagnation dont les retombées avaient été minimisées grâce à l'ouverture de l'Est aux flux de crédits et d'investissements qui débordaient du bloc adverse, quand celui-ci vivait encore dans l'opulence économique et financière. Les conséquences de la fin de cette manne sont faciles à repérer dans le vertigineux processus qui conduisit à l'absorption —sur fond de nation en liesse— du "premier État ouvrier et paysan allemand" par la très bourgeoise République fédérale d'Allemagne, qui, en 1989, marqua la chute de la première pierre que suivrait l'effondrement total de l'édifice avec, en 1991, la dissolution de l'Union soviétique. Ce cataclysme inattendu, sans parangons dans l'histoire universelle, ferma le cycle des révolutions de l'Europe moderne, avec le trépas, qui ressemblait beaucoup à un suicide, de la plus ambitieuse de toutes, et inspira à ceux qui avaient obtenu cette amère victoire, la sensation de vivre une "fin de l'histoire" à laquelle ils assignaient des traits curieusement ressemblants à ceux de ce commencement de l'histoire dont Marx et Engels

proclamaient l'avènement dans le manifeste de 1848. Convaincus que l'ère que ce triomphe sans pareil venait d'ouvrir pour l'humanité, serait régie jusqu'à la fin des temps par les principes canonisés dans la version pure et dure du crédo économique, mais aussi politique et social, qui avait guidé la vigoureuse étape juvénile de l'ordre capitaliste, ils n'étaient pas moins certains du fait que le modèle économique en vigueur pendant les trois plus glorieuses décennies de toute la trajectoire du capitalisme, venait d'être condamné, lui aussi en vertu du verdict sans appel de l'histoire. Il était indéniable que, tant en Europe qu'aux États-Unis, les forces politiques qui continuaient à être attachées à ce modèle étaient maintenant acculées dans des positions défensives et, en cherchant à sauver ce qui pouvait l'être, semblaient résignées à céder pouce par pouce du terrain à un adversaire de plus en plus prépotent.

Rien d'étonnant donc, à ce qu'en Amérique latine, on se souvienne des années 1980 comme de la décennie perdue. Encore plus cigales que les pays du bloc soviétique, les pays latino-américains avaient recouru au pléthorique crédit extérieur; même le Mexique et le Venezuela, pourtant favorisés par leur atout pétrolier, se retrouvèrent, quand la fin du crédit fut venue, aussi dépourvus que les moins chanceux de leurs voisins, étranglés par des dettes qu'ils ne pouvaient payer ni toujours renégocier, sinon aux taux d'intérêts exorbitants qui remplaçaient dorénavant ceux, si tentateurs, en vigueur auparavant.

Au début de cette décennie, la traînée de poudre autoritaire s'était déjà répandue aux trois pays de l'extrême austral de l'Amérique latine; dans ces pays —à la différence de ce qui s'était produit au Brésil, où la prise en main militaro-autoritaire avait réussi à relancer le projet de développement quand ce dernier se révélait incapable de dépasser les obstacles dressés sur son chemin dans le cadre politique de la démocratie représentative— ce fut, purement et simplement, le modèle économique en vigueur à l'époque du développement vers l'extérieur qui fut restauré avec le concours d'un terrorisme d'État qui, au Chili et en Argentine (à peine plus subtilement en Uruguay) atteignit des niveaux jamais imaginés dans la région.

Ces régimes, ayant tout misé sur le succès d'un projet économique qui se révéla finalement non viable, allaient souffrir durement des conséquences d'un climat financier infiniment plus hostile que celui des États-providence qui avaient fleuri en Europe pendant l'embellie: leurs dettes extérieures continuèrent

de grossir aussi rapidement que durant l'étape antérieure, désormais à travers des renégociations et des renouvellements qui privaient de possibilités de ressources leurs économies nationales, et ne faisaient que reculer la date fatidique de l'inévitable ajustement des comptes, qui n'en allait être que plus douloureux. La décadence des régimes autoritaires provoquée par les conséquences de ce surprenant —bien que prévisible— changement de vent, ouvrit la voie à des transitions politiques qui, seulement en Argentine réussirent à imposer, déjà au début de cette décennie, une pleine restauration d'un régime de démocratie représentative, et sur lesquelles retombèrent la mission impossible de gérer le bilan financier négatif, en Argentine particulièrement lourd, laissé par les militaires. Dans la plupart des nations latino-américaines, y compris celles qui n'avaient pas pâti du terrorisme d'État, le legs du passé, même moins pesant qu'en Argentine, rendait encore plus difficile d'affronter les séquelles de ce que l'on ne pouvait plus ignorer comme étant un irréversible changement d'époque, et pas uniquement dans la sphère des finances et de l'économie.

Dans ce nouveau contexte, la "pensée de la CEPALC", qui depuis 1949 avait accompagné de ses explicites diagnostics et de ses moins explicites pronostics, la trajectoire des économies et sociétés latino-américaines, allait offrir, par le biais de la contribution de Fernando Henrique Cardoso, une image pour ainsi dire posthume de l'étape qui venait de se clore. S'appuyant sur elle, Cardoso allait proposer non seulement un programme de changement plus modeste en remplacement de celui que la CEPALC de Prebisch avait adopté, mais aussi des lignes d'action pour le mettre en pratique, également alternatives à celles que Prebisch avait voulu mettre en œuvre tout au long de sa carrière publique.

En 1968, quand la recrudescence de la répression politique et idéologique de la part du régime instauré quatre ans plus tôt au Brésil, obligea Cardoso à s'exiler et à trouver refuge au sein de la CEPALC, ce dernier avait déjà incorporé à sa vision de la problématique brésilienne et latino-américaine des motifs tirés des contributions cépaliennes. Par ailleurs, en tant que sociologue de formation, se réclamant à la fois de Marx et de Weber, son approche conservait des affinités avec celles qu'avait introduites Medina Echeverría à la CEPALC, dans ce domaine. Le premier fruit de son ralliement temporaire à la CEPALC fut un rapport réalisé en collaboration avec son collègue chilien Enzo Faletto, qui donna lieu l'année suivante à un livre, *Desarrollo y dependencia en América Latina*.

Ensayo de interpretación sociológica [Développement et dépendance en Amérique latine. Essai d'interprétation sociologique], qui fit grand bruit et dont les échos ne sont pas encore aujourd'hui assourdis. On pouvait déjà y entrevoir le chemin que Cardoso emprunterait à peine fermée l'étape de convulsions au cours de laquelle réforme, révolution et réaction s'étaient disputées le destin de l'Amérique latine avec une virulence oubliée depuis les luttes pour l'Indépendance.

Ce qui, dans le livre de 1969, annonçait la direction qu'allait prendre par la suite Cardoso, était surtout la pointilleuse distance que cet essai d'interprétation sociologique s'efforçait de maintenir avec les explications globales du retard latino-américain nées des thèses des philosophies de l'histoire rivales sur lesquelles s'appuyaient (pas toujours de manière explicite) ces alternatives engagées dans un combat mortel. Cette distance se traduisait dans son refus d'opposer une quelconque théorie de la dépendance considérée comme phénomène global à celles qui étaient déjà en lice. L'objection que formulaient Cardoso et Faletto à l'encontre de toutes ces théories indistinctement, était que l'expérience présente une multiplicité de situations de dépendance ayant souvent peu de traits communs. Partant de cette prémisse, ils allaient ébaucher une typologie de ces diverses situations, où le critère principal serait l'équilibre, chaque fois différent, entre les forces et influences que déployaient les agents extérieurs du processus qui menait au sous-développement, et celles sur lesquelles pouvaient compter les secteurs localement dominants dont le soutien leur était indispensable pour assurer la continuité de ce processus. Les auteurs s'appuyaient pour cela sur une reconstruction très concise des expériences historiques à travers lesquelles ces situations avaient réussi à mûrir. Plus que les conclusions qu'ils tirèrent quant à l'une ou l'autre de ces situations, ce qui nous intéresse ici ce sont d'autres prémisses sur lesquelles se fondait implicitement celle qui proclamait la multiplicité des "situations de dépendance". Derrière la conviction qu'il est possible d'arriver au sous-développement par des chemins différents, qui marqueront de leur sceau le profil des économies et des sociétés modelées au cours de ce cheminement, il est facile de découvrir une croyance plus générale touchant aux mécanismes au travers desquels avance tout processus historique, complètement incompatible avec quelque philosophie de l'histoire que ce soit. Ceci implique à son tour un corollaire immédiatement applicable dans le plan de l'action, à savoir que, même après la fin la

plus catastrophique imaginable de la "décennie des décisions", telle qu'avaient été annoncées et nommées les années 1960, cette issue ne marquait pas une fin de l'histoire, mais un point de fléchissement qui, en dépit de sa charge indéniablement négative, n'avait pas réussi à expulser de la scène ceux qui venaient de subir la plus dure des défaites.

Et à peine le régime militaro-autoritaire commençait-il au Brésil à donner des signes de faiblesse, que Cardoso déduisit de ce diagnostic de la défaite un corollaire qui le concernait au premier chef, et qui disait que —avant même que ne soient pleinement restaurées les libertés que l'autoritarisme avaient mises sous le boisseau— l'heure de la politique avait sonné pour lui, et que son rôle ne serait certainement pas celui d'offrir des arguments pour cet "effort d'éducation politique" que Furtado jugeait indispensable pour persuader une société divisée que seule une solution éloignée pareillement des "excès" de l'autoritarisme que de ceux du populisme, lui permettrait de trouver la sortie du labyrinthe dans lequel elle s'était enfermée. Il choisirait plutôt de se lancer à corps perdu dans un combat qui se livrerait dans l'arène politique où se jouerait le destin de sa vision de l'avenir. Comme nous le savons, son pari qui pouvait sembler désespéré, eut, contre toute attente une heureuse issue, sans doute parce que notre collègue se révéla être armé d'une capacité de compréhension très fine des limites que le nouvel ordre socioéconomique mondial, alors en pleine lancée, fixait aux initiatives de ceux qui n'avaient pas renoncé à continuer dans ce contexte, maintenant obstinément adverse, le combat pour leurs objectifs de toujours, et en outre, être doté d'une adresse insoupçonnée pour se mouvoir sur le terrain de la politique quotidienne.

Mais si la trajectoire de Cardoso apportait la preuve que, une fois changé le contexte en vigueur depuis deux siècles au cours desquels s'étaient succédées tant de propositions visant à faire sortir l'Amérique latine de son retard, ceux qui aspiraient à continuer d'avancer sur les traces de cette illustre tradition, avaient un chemin à leur disposition s'ils étaient prêts à le faire à partir du terrain de la politique démocratique, l'irréversible caducité de ce contexte posait le même problème à la CEPALC, qui ne pouvait pas bien sûr s'engager sur le chemin choisi par Cardoso, et qui, au milieu de circonstances profondément transformées, devait trouver un mode efficace de continuer à assumer la fonction que Prebisch lui avait confiée, en introduisant une perspective latino-américaine dans les débats sur l'ordre économique et social qui entraînait de nouveau,

comme à la fin de la Deuxième grande guerre du XXe siècle, dans une étape de changements radicaux.

Ce ne serait pas tâche facile. Si les années 1980 avaient été celles de la victoire écrasante du monde de l'entreprise et des finances sur celui du travail et sur l'État, au début des années 1990, l'effondrement de ce qu'on appelait le socialisme réel dans sa niche eurasiennne originaire, fut interprété par ceux qui entonnaient le crédo des vainqueurs comme une confirmation de la validité irréfutable des doctrines sociales et politiques proclamées dans ce crédo, qui dans les débats auxquels la CEPALC ne renonçait pas à participer, vinrent à former le noyau d'une nouvelle orthodoxie peu encline à reconnaître un quelconque bien-fondé à toute opinion dissidente.

Dans ce climat des plus ingrats, la CEPALC assumait le rôle d'un observateur sceptique qui, pour répondre à l'avancée en force de la nouvelle orthodoxie idéologique, invoquait le hiatus de plus en plus évident entre les effets des politiques inspirées par cette dernière et ceux qu'elle promettait. Il convient d'ajouter que, confirmant la justesse de cette ligne argumentaire, dans les années 1990, les économies du Chili et du Brésil, qui appliquèrent dans le domaine économique et social des politiques qui manifestaient cette même distance sceptique, furent les exceptions les plus notables dans le panorama globalement désolant des résultats des économies latino-américaines dans cette décennie, pour certaines encore plus "perdue" que la précédente.

À l'aube du nouveau millénaire, il n'y avait plus de doutes sur le fait que l'inversion des pôles dans les relations entre l'État et les sujets collectifs qui avaient occupé le devant de la scène dans le cadre de la société industrielle, loin d'annoncer la fin de l'histoire, avait ouvert la voie à une gigantesque mutation historique dont l'avatar final était encore inconnu, mais dont l'évolution se prêtait chaque fois moins à donner crédit aux petites morales simplistes que s'obstinait à en déduire la nouvelle orthodoxie. Aujourd'hui, bien que ce dessein demeure mystérieux, il est de plus en plus clair que l'étape dans laquelle nous sommes engagés prépare l'introduction de changements qui dépasseront de beaucoup, tant par leur profondeur que par l'étendue de leur champ d'action, ceux déjà plus que singuliers que nous sommes en train de vivre, et que, autant les chantres de cette éphémère orthodoxie que ceux qui assistent à sa mise en sourdine avec un soulagement non dissimulé, voient se dérouler devant leurs yeux les premiers actes d'un drame dont le scénario est encore à écrire.

Et maintenant, dans ce ténébreux présent et face à cet avenir incertain, quel peut être le rôle de la CEPALC? Celui qui fut le sien dans les deux décennies de la fin du siècle dernier, durant lesquelles s'est fomenté tout ce que nous vivons aujourd'hui: donner des témoignages de sa fidélité à ces idées —pour reprendre la phrase de Celso Furtado, en changeant seulement le temps du verbe— "de liberté, de bien-être et de tolérance, qui furent l'essence de la civilisation moderne".

Bibliographie

- Fondation Raúl Prebisch (1991): *Obras de Raúl Prebisch*, vol. I, Buenos Aires.
- Fondation Raúl Prebisch (1992): *Obras de Raúl Prebisch*, vols. II y III, Buenos Aires.
- Furtado, C. (1993): *Los vientos del cambio (Les vents du changement)* [titre espagnol de la version espagnole de *Obras do mundo*] Mexico, Fondo de Cultura Económica.
- Gurrieri, A. (comp.) (1982): *La obra de Prebisch en la CEPALC*, Mexico, Fondo de Cultura Económica
- Halperin Donghi, T. (2004): Entretien avec Ernesto Malacortto, 1971, *La República imposible* (La République impossible) (1930-1945), Buenos Aires, Ariel.
- Hodara, J. (1987): *Prebisch y la CEPAL. Sustancia, trayectoria y contexto institucional*, (Prebisch et la CEPALC. Substance, trajectoire et contexte institutionnel), Mexico, El Colegio de México.